

***l'Anti*capitaliste**

n°523 | 21 mai 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

ILS DÉCONFINENT POUR LES PROFITS



**DÉC  NFIN  NS 
M  BILISATI  NS**

Dossier

**16 MARS-11 MAI:
DEUX MOIS QUI ONT
CHANGÉ QUOI?**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Confiner la répression
Page 2

PREMIER PLAN

Hôpital et santé: l'heure
de la mobilisation
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Inde: lutte de classe et exploitation
sans médiation

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Michel Chabasse de
l'Union syndicale des retraités CGT
des Pyrénées-Orientales Page 12



édito

Par MANU BICHINDARITZ

Confiner la répression

Le 1^{er} Mai avait déjà sonné comme un rappel : ce jour-là, à Montreuil, la police, avec des dizaines de cars, avait massé et contrôlé des dizaines de manifestantEs et même les membres de la brigade de solidarité populaire qui distribuait de la nourriture gratuitement ; dans les 18^e et 20^e arrondissements parisiens, les timides rassemblements avaient été empêchés par un déploiement policier disproportionné, les identités des manifestantEs relevées, donnant lieu ensuite à une pluie d'amendes... Le lundi 11 mai, la chaîne humaine contre les violences policières à L'Île-Saint-Denis (93) n'a pas pu avoir lieu, au vu de l'intervention policière massive pour l'en empêcher. Dernier épisode (mais il va y en avoir d'autres, n'en doutons pas), la mise en garde à vue pour « rébellion » samedi dernier à Strasbourg d'un militant du NPA pourtant tout à fait pacifique, coupable sans doute d'être présent à un rassemblement avec une pancarte revendicative...

Tout cela n'est que le sommet d'un iceberg qui est donc là pour nous rappeler que l'état d'urgence prétendument sanitaire décrété par Macron et son gouvernement, et prolongé jusqu'au 23 juillet, est avant tout un état d'urgence tout court : la volonté d'un contrôle généralisé au nom du risque sanitaire, par un renforcement de la présence policière et le redéploiement de toute une panoplie de dispositifs de surveillance déjà connus (vidéosurveillance et drones) comme nouveaux (concernant par exemple le « tracking »). Et les 20,7 millions de contrôles effectués par les « forces de l'ordre » ces deux derniers mois, les 5 millions de contraventions dressées (essentiellement pour défaut d'attestation de déplacement...), préparent les esprits à la mise en place progressive d'un ordre où les libertés publiques – à commencer par celle de circuler – peuvent être remises en cause si on laisse faire le gouvernement.

Et Castaner de s'en féliciter : dans la suite du mouvement des Gilets jaunes qui a été l'occasion pour le pouvoir de franchir un palier dans la gestion ultra-autoritaire des crises sociales, la période du confinement, la prétendue application de ses règles strictes, a ouvert la voie à la multiplication des cas de violences policières, en particulier dans les quartiers populaires. « Ordre public », ordre politique, ordre social... C'est à nous de les confiner !

BIEN DIT

Le métier que nous faisons dépend complètement de la politique et de l'économie. J'en connais qui vivent en égoïstes dans leur petit monde fermé. Moi, je ne veux pas. Je veux partager.

MICHEL PICCOLI (1925-2020)

À la Une

Ils déconfinent pour les profits

Déconfinons nos mobilisations

Si les chiffres globaux de l'épidémie, à l'échelle internationale, semblent se stabiliser, ils continuent en réalité à augmenter dans plusieurs pays clés : l'Inde et le Brésil (et toute l'Amérique du Sud) en particulier, plusieurs pays d'Afrique, dont l'Algérie et le Sénégal... Le nombre de mortEs dépasse les 300 000 personnes dans le monde. Les systèmes de santé de nombreux pays n'ont pas pu faire face à l'épidémie. Et le déconfinement à l'œuvre dans plusieurs pays pourrait bien provoquer un rebond de l'épidémie.

En France, le déconfinement est mis en place sans réelles mesures de protection pour la population et les travailleurs. Les masques sont payants et pas toujours accessibles. Et, surtout, le véritable outil de lutte contre l'épidémie, le test, qui permet d'isoler pour soigner les malades, n'est pas mis en place malgré les promesses du gouvernement : 112 000 par semaine, bien loin des 700 000, déjà insuffisants, annoncés par Macron. Le protocole sanitaire pour les écoles est quasiment impossible à tenir, alors même qu'il semblerait que seuls 20% des élèves aient repris l'école. L'épidémie peut donc rebondir. La semaine dernière, le nombre de morts a d'ailleurs augmenté de 17%. Dans les entreprises, les difficultés souvent aggravées par la mauvaise volonté patronale de mettre en place des dispositifs vraiment protecteurs s'ajoutent aux craintes sur l'emploi.

Arrive la crise économique
Amplifiée par le coronavirus, la crise économique montre son visage catastrophique. En France, le gouvernement table sur une chute du PIB de 8%, il y a 620 000 chômeurEs de plus, tandis qu'aux États-Unis le chômage est passé de 5 à 15%. De nombreux témoignages montrent que la faim se développe : aux États-Unis, une étude montre que 20% des enfants de moins de 12 ans ne mangent pas suffisamment...

Et ce n'est qu'un début. En effet, tous les gouvernements se préparent à une crise économique sans précédent, et plusieurs grandes entreprises font face

à des difficultés de l'offre pour certaines, de la demande pour d'autres. La bourgeoisie met en place de nombreuses attaques contre le droit du travail et contre les classes populaires en général : augmentation du temps de travail, suppressions de RTT ou de jours de congé, chômage partiel... Sans parler de l'augmentation du chômage qui, à court terme, va toucher des centaines de milliers de nouvelles personnes.

Résistances... et répression
Face aux reculs que l'on veut nous imposer, il est temps de reprendre l'offensive. Dans la santé, les personnels se sont saisi du petit ralentissement de l'épidémie pour reprendre



le chemin des mobilisations, avec des manifestations dans plusieurs villes, en particulier à Toulouse et Paris. À la SNCF, des mobilisations ont aussi lieu, en particulier pour soutenir des collègues menacés de sanctions, comme notre camarade Éric Bezou qui risque d'être licencié. Sur le terrain de la solidarité avec les migrantEs, particulièrement touchés par la crise, une journée de mobilisation est en construction pour le 30 mai.

Les rassemblements de ces derniers jours ont été interdits, harcelés par la police, pendant que les violences policières dans les quartiers populaires continuent, avec la mort du jeune Sabri, 18 ans, à Argenteuil dimanche soir. La fonction politique

de cette répression est d'endiguer les colères qui pourraient exister face à la crise sociale.

Reprenre le chemin de la lutte

Le « monde d'après » de la Macronie et du Medef est déjà là, fait de reculs sociaux, de « relance » d'un système destructeur, de renforcement des pratiques autoritaires. C'est exactement l'inverse qu'il s'agit d'imposer, par la mobilisation collective des premierEs de corvée, contre un pouvoir qui voudrait nous faire oublier cette évidence qui a sauté aux yeux de millions de gens durant le confinement : ce ne sont pas les PDG, les actionnaires, les ministres et les politiciens professionnels qui font tourner cette société, mais la majorité qui trime, produit les richesses et assure les services essentiels.

Dans toutes les entreprises, dans les quartiers, l'heure est à la reprise des luttes : réunions d'informations syndicales, réunions de quartier, rassemblements, grèves... Il y a urgence à discuter des revendications pour faire face à la situation : interdiction des licenciements et réduction massive du temps de travail, mise à disposition de tests contre le virus et réquisition des entreprises pharmaceutiques, création d'un million d'emplois dans la fonction publique, en particulier dans la santé, secteur dans lequel les besoins sont estimés à 120 000 postes... Au niveau local comme national, l'heure est à la construction de l'unité de notre camp social et de ses organisations (syndicats, associations et forces politiques) pour avancer dans ce sens.

HÔPITAL ET SANTÉ

L'heure de la mobilisation

Même Jupiter peut se tromper. Il peut même lui arriver de le reconnaître. Lors d'une nouvelle visite surprise à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, le 15 mai, Macron a admis avoir « sans doute fait une erreur dans la stratégie annoncée il y a deux ans » pour l'hôpital. Il a reconnu que les plans successifs d'Agnès Buzyn étaient « sous-dimensionnés » et a chargé Olivier Véran, ministre de la Santé, de proposer très rapidement un nouveau plan.

Le plan en question devrait être présenté au cours de l'été, suite à une concertation avec les collectifs et syndicats qui s'ouvrira le 25 mai. Les mesures retenues figureront dans le projet de loi de la Sécurité sociale qui n'entrera en vigueur qu'en... 2021. Si le pouvoir semble s'être résolu à certaines concessions sur les salaires, rien ne laisse présager une réorientation permettant à l'hôpital et au système de santé de sortir de

la crise et de prendre en compte les exigences portées par la société au cours des dernières semaines. L'heure est donc à la mobilisation.

Inquiétudes du pouvoir face aux mobilisations
« L'autocritique » présidentielle et les annonces gouvernementales témoignent d'une brusque prise de conscience et surtout d'une forte inquiétude au sommet du pouvoir.

Depuis lundi, à Toulouse, à Nantes, à Paris (hôpital Robert-Debré) et dans bien d'autres villes, ont eu lieu des manifestations des personnels hospitaliers accompagnés de leurs soutiens. Ils et elles exigent les moyens de travailler, de soigner et des salaires décents. Ces mobilisations ont commencé à s'étendre. Elles sont relayées par un appel unitaire des collectifs et syndicats de la santé à des « jeudis de la colère » et à une journée nationale

de mobilisation en juin. Il y avait donc, pour l'exécutif, urgence à éteindre l'incendie. Un embrasement du monde de la santé, avec le soutien du grand mouvement de solidarité avec l'hôpital qui accompagne l'épidémie, changerait la situation politique. Il permettrait de donner une forme concrète, par la mobilisation, à la volonté de faire que le « monde d'après » soit meilleur que celui d'avant. L'exécutif a compris qu'il ne suffirait pas d'une prime versée « pour solde de tout compte » et d'une médaille distribuée aux « bons petits soldats » à l'occasion du 14 Juillet pour calmer la colère et répondre aux attentes. Il lui est également difficile d'envisager, comme il en a l'habitude, de casser le mouvement par la répression. Les images des « héros » gazés et matraqués seraient dévastatrices, et risqueraient de mettre le feu aux poudres dans toute la société.

Pas de changement de cap
Mais si le pouvoir a pris conscience qu'il fallait loucher et faire des concessions, il n'envisage pas un instant de changer de cap. Les déclarations de Macron, précitées dans l'interview donnée par Véran au *Journal du dimanche*, le confirment. La seule concession significative annoncée concerne les salaires. Ceux-ci seraient relevés pour se situer « dans la moyenne européenne ». À quelle échéance ? Dans quelles conditions ? Pour quelles catégories de personnel ? On ne le sait pas encore.

Il est question de favoriser l'investissement pour le matériel et les bâtiments, mais on chercherait en vain dans les annonces de Macron et Véran la moindre allusion au principal motif des grèves et mobilisations hospitalières tout au long de l'année 2019 : le manque de personnel, dû à l'austérité budgétaire, avec pour conséquences

Un monde à changer

SALAIRES : LES DERNIERS DOIVENT RESTER LES DERNIERS.

Pour une fois, on va citer les Évangiles où le Christ est supposé avoir dit : « Les derniers seront les premiers et les premiers seront les derniers ». Bien entendu, ce n'est pas pour tout de suite : c'est que le royaume des cieux aura été instauré. En attendant, c'est ce genre de bonnes paroles que les prêtres ont pendant des siècles prêché aux pauvres de prendre patience. Pendant les mois de mars et d'avril, Macron et ses ministres ont rivalisé d'éloges sur ceux et celles qui étaient en première ou en deuxième ligne sur le front de la pandémie et répété qu'ils et elles avaient droit à la « reconnaissance de la nation ». Une étude récente du secteur économique de la CGT¹ fait le point sur les rémunérations et les carrières d'une partie des salariéEs concernés. Le constat est clair : en dehors des médecins, « les professions dont l'utilité sociale est vitale aujourd'hui, sont en bas (ou presque) de l'échelle sociale ». Et cela se manifeste tant du point de vue des salaires d'embauche que des perspectives d'évolution au fil des années. Embauchés au SMIC, les caissières (souvent à temps partiel contraint) n'ont d'autre perspective que d'y rester. C'est la même chose dans les métiers du nettoyage. Les infirmières ont des rémunérations inférieures à celles pratiquées dans les autres pays européens. On pourrait multiplier les exemples. Une bonne partie de ces emplois sont considérés comme « non qualifiés » alors qu'en fait ils exigent des connaissances pour

être pratiqués correctement et sans risque pour la santé. D'ailleurs, le niveau de diplôme exigé pour bon nombre d'entre eux augmente : comme le dit un économiste, « les non-qualifiés sont de plus en plus diplômés ». Il faudrait aussi tenir compte des horaires, des cadences, des risques physiques et mentaux, des déplacements domicile-travail ou entre lieux de travail, etc. Ce « peuple des bas salaires », avec d'autres juste un peu mieux payés, a permis à la société de vivre pendant le confinement alors que personne ne s'est vraiment rendu compte si travaillaient ou pas les membres des conseils d'administration, les traders, les spécialistes des relations publiques, les publicitaires, les conseillers fiscaux, etc. Toutes professions bien payées et dotées de bonus juteux. Le ministère de la Santé vient d'annoncer une concertation sur la situation des hospitalierEs : il faudra pousser pour qu'il en sorte quelque chose de consistant. Mais pour les autres, seules sont à l'ordre du jour des primes qui dépendent de la bonne volonté des patrons. Par contre, les riches sont rassurés, ni le rétablissement de l'impôt sur la fortune ni un impôt exceptionnel ne sont à l'ordre du jour. Les derniers doivent continuer d'être les derniers et retourner sans protester au fond des soutes : telle est la vérité du macronisme.

1 - <http://www.egalite-professionnelle.cgt.fr/les-distinctions-sociales-ne-peuvent-etre-fondees-que-sur-lutilite-commune-chiche/>

CHÔMAGE PARTIEL Assez de ce « pognon de dingue »

Pour le gouvernement, le confinement et l'arrêt de l'activité économique n'ont que trop duré, quelles que soient les conditions sanitaires dans lesquelles se fait la reprise. Il s'agit avant tout de relancer la production, la consommation, c'est-à-dire les profits, et de réduire les prises en charge par l'État des compensations financières allouées aux salariéEs pour mieux permettre d'augmenter les aides aux entreprises.

Depuis le 17 mars et l'arrêt d'une grande partie de l'activité économique du pays, le gouvernement a pris en charge le chômage partiel des salariéEs, soit environ 12 millions de personnes concernées sur quelque 20 millions de salariéEs.

L'exonération des employeurs

Une aubaine pour les employeurs, libérés du poids des salaires et des cotisations sociales. Les personnes concernées touchaient une indemnité à hauteur de 70% du salaire brut, soit environ 84% du salaire net, montants portés à 100% pour les salariéEs rémunérés au SMIC. Une mesure présentée et applaudie comme une grande mesure sociale. Un « coût » estimé à 8 milliards à la charge de l'Unedic, et le double pour l'État.

Dans le même temps, 2,1 millions de salariéEs, qui ne pouvaient pas télétravailler et devaient garder leurs enfants, pouvaient se mettre en arrêt maladie et touchaient des indemnités journalières à hauteur de 90% du salaire brut. Le même système s'appliquait aux salariéEs dits vulnérables, qui ont notamment une affection de longue

durée. Ces derniers sont près de 400 000 et les arrêts pour garde d'enfants concernent 1,7 million de personnes. Depuis le 1^{er} mai, ils sont placés en activité partielle. Selon le ministère du Travail, ce nouveau système va permettre d'éviter le problème du passage de la baisse des indemnités journalières à 66%, en fonction de l'ancienneté. Dans les faits un système largement amélioré par les conventions collectives. Par ailleurs, selon Pénicaud « on ne pouvait pas demander aux seuls employeurs de supporter le coût », notamment ceux à la tête de petites entreprises, car ils paient des cotisations sur le complément employeur des indemnités journalières.

Pour le gouvernement, cela a assez duré

Pour alléger les coûts de ces mesures, le gouvernement a commencé à modifier les règles. Avec en toile de fond la campagne engagée pour que toutes les activités économiques reprennent, aidées en cela par la réouverture progressive des écoles maternelles, primaires et collèges. Depuis la mi-mai diverses mesures sont en mises en œuvre

pour permettre aux entreprises de s'inscrire dans le cadre de la reprise de l'activité économique. Une ordonnance a été adoptée en Conseil des ministres pour que l'activité partielle puisse être demandée pour un poste, et non plus seulement à l'échelle collective, ouvrant la voie à un chômage partiel individuel, soumis à un accord d'entreprise ou un avis du CSE. Une partie de l'effectif de l'entreprise pourra reprendre le travail, tandis que l'autre restera au chômage technique. Selon le gouvernement ce changement de régime « ne concerne pas les travailleurs indépendants, les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public en arrêt de travail ». Parallèlement le gouvernement prévoit de baisser le taux de prise en charge de l'État du chômage partiel qui devrait être compensé par les employeurs. Enfin la liste des secteurs autorisés à bénéficier de ces dispositions sera revue au fur et à mesure de la reprise. Seuls certains secteurs continueront à bénéficier d'une prise en charge totale de l'activité partielle. Il s'agira de celles qui seront concernées par une interdiction administrative avec l'annonce que le secteur du

tourisme pourrait en bénéficier jusqu'à fin septembre.

Le couperet du 1^{er} juin

Après la réouverture progressive des écoles maternelles et élémentaires à compter du 11 mai, la ministre du Travail a indiqué que les parents qui doivent garder leurs enfants pourront continuer à bénéficier du chômage partiel au mois de mai. En revanche, à partir du 1^{er} juin, il sera nécessaire de se procurer une attestation auprès de l'établissement scolaire certifiant qu'il ne peut accueillir l'enfant. La notion de volontariat ne serait plus valable et, en l'absence de justificatif, il ne sera plus possible de bénéficier du chômage partiel et il faudra poser des jours de congés payés ou sans solde pour garder les enfants. S'il est difficile de prévoir les conséquences exactes, pratiques, de ces mesures qui font l'objet d'ajustements permanents, d'annonces dans les médias ou d'ordonnances adoptées à la va-vite, ce sont bien les moyens de vivre des salariéEs qui sont attaqués dans le cadre d'une crise économique qui ne va pas tarder à faire de plus amples dégâts. **Robert Pelletier**

Le chiffre

4 mois de prison avec sursis

C'est la peine à laquelle Cédric Herrou avait été condamné, en 2017, pour avoir porté assistance à des migrantEs dans la vallée de la Roya. Après moult péripéties judiciaires, cette peine vient d'être définitivement cassée par la cour d'appel de Lyon, qui a prononcé la relaxe de Cédric le 13 mai. Une belle victoire pour la solidarité !



L'Anticapitaliste est de retour : information à nos lecteursEs

En raison de la situation de confinement, nous avons dû suspendre la parution de *L'Anticapitaliste hebdo*. Les numéros 514 à 522 sont donc « sortis » uniquement en PDF, ont été mis en ligne sur le site du NPA et envoyés aux abonnéEs dont nous avons les adresses mail. Nous n'avons pas davantage pu vous avertir par courrier postal, et nous présentons nos excuses à celles et ceux qui n'ont pas reçu ces PDF et qui souhaiteraient les obtenir. Ils et elles sont invités à se signaler auprès de nous, en envoyant un mail à l'adresse : diffusion.presse@npa2009.org.

La rédaction

NO COMMENT

C'est très facile de rétablir l'ISF. Si je voulais être populaire, j'irais demain annoncer [...] : nous allons rétablir un « impôt sur les riches » et la France ira mieux. Mais ce n'est pas vrai, c'est un pur mensonge, c'est de la pure démagogie.

BRUNO LE MAIRE, BFM-TV, 14 mai 2020

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication, SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



ALLEMAGNE

L'extrême droite se déconfiné aussi

Le taux de contamination aurait dépassé à nouveau le seuil critique de «1», le nombre de cas parmi les travailleurEs des abattoirs inquiète, et la mise en quarantaine d'une équipe de foot a stoppé la reprise symbolique de la Bundesliga. L'annonce par la chaîne de centres commerciaux Galeria Kaufhof (28000 salariéEs) de la fermeture de la moitié de ses filiales confirme les alertes aux plans sociaux. Quelques mobilisations qui ont surtout eu lieu le week-end des 9 et 10 mai défraient la chronique.

Le déconfinement a commencé depuis deux semaines dans certaines régions. D'un côté, de nombreux et nombreuses travailleurEs restent en arrêt maladie et expriment leur mécontentement face à une reprise du travail dans des conditions qu'ils jugent dangereuses. De l'autre, notamment dans les régions peu touchées par le virus, certains pensent que le gouvernement a exagéré le danger pour restreindre les libertés individuelles et/ou pour justifier les attaques patronales sur le temps de travail et les emplois.

Des «manifestations corona», mais pas de la meilleure couleur

C'est sur ces inquiétudes que surfent les conspirationnistes – pour l'essentiel d'extrême droite – qui s'étaient déjà manifestés en avril dans les rues de Berlin et Stuttgart. Ces derniers jours, leurs rassemblements se sont multipliés et ont pris quelque ampleur. Le 10 mai, trois nouveaux rassemblements, allant de quelques dizaines à 1200 personnes, ont eu lieu à Berlin. La veille, environ 300 personnes avaient manifesté à Düsseldorf. À Gera, Leipzig, Cologne, Francfort, quelques centaines sont descendues dans la rue, de l'ordre de quelques milliers à Stuttgart et Munich. Ces manifestations n'avaient généralement pas été déclarées, ou pour un nombre bien inférieur de personnes. Les «mesures barrières» y étaient ouvertement ignorées, voire portées en dérision. À Berlin, sur l'Alexanderplatz, le rassemblement a tourné à l'affrontement avec la police, d'où 86 gardes à vue de manifestantEs ensuite relâchés. La police avait été plus ferme avec les rassemblements du 1^{er} Mai.

Autant qu'on puisse en juger – car nous n'avons pas participé à ces manifestations – celles-ci n'étaient pas monocolorées; elles exprimaient l'anxiété d'une partie (certes ultra-minoritaire) de «gens d'en bas» face à la situation sociale; étaient marquées par la présence large de milieu anti-vaccins, de groupes bien visibles de militants de «l'ultra droite» et de représentants de l'extrême droite plus institutionnelle, autour de l'AdF. Des slogans, voire des discours, dénonçaient la dictature instaurée par Angela Merkel, ou la prétendue infiltration de l'OMS par Bill Gates. D'autres pourfendaient le «capitalisme financier», au nom de la défense des libertés démocratiques... Bref, l'extrême droite dominante dans ces rassemblements avait mis au second plan et pour la circonstance sa démagogie anti-migrantEs et anti-musulmanEs, pour cibler les préoccupations du moment, du moins traduites à sa sauce.

Contre une possible montée de l'extrême droite

Pour le moment, ces rassemblements – inquiétants certes – restent pour le moins modestes, très calculés et circonstanciels de la part de leurs initiateurs. L'Allemagne n'est pas le seul pays où une partie de l'extrême droite tente, de manière plus ou moins hâtive et brouillonne, de mobiliser autour de fadaïses complottistes. Généralement, ces tentatives sont restées en deçà des réactions ouvrières qui ont imposé des mesures sanitaires au patronat. Mais ces manifestations peuvent néanmoins apparaître comme la seule voix déterminée d'opposition au gouvernement et à sa politique contre les classes populaires. Des sondages leur accordent quelque popularité. Dans un contexte où patrons et gouvernements vont présenter une énorme facture au monde du travail, ce dernier et en son sein les révolutionnaires ne doivent évidemment pas laisser l'extrême droite se présenter pour ce qu'elle n'est pas, une opposition radicale et de classe au système.

Dima Rügler

ÉTATS-UNIS Lutte de classe et protestation sociale face au coronavirus

Durant le confinement des deux derniers mois, les États-Unis ont enregistré 90 000 décès tandis que 36 millions de travailleurEs ont déposé une demande de chômage, soit près de 25% de la population active. Le président Donald Trump veut maintenant faire redémarrer l'économie parce qu'il craint de perdre les élections de novembre si cette deuxième grande dépression se poursuit.

Les entreprises sont soucieuses de réaliser des profits; de nombreux et nombreuses chômeurEs veulent retrouver un salaire, mais ils et elles craignent de se mettre en danger, eux-mêmes et leurs familles. La lutte pour des lieux de travail sûrs sera le moteur de l'action dans les semaines à venir.

Des centaines d'actions mais d'impact inégal

Tout au long de la pandémie, les gouvernements, au niveau fédéral et au niveau des États, et les employeurs publics et privés, n'ont pas protégé la santé des travailleurEs et leurs revenus. Les travailleurEs essentiels pour la vie quotidienne, contraints de continuer à travailler sans protection adéquate en matière de sécurité et de santé, ont protesté ou ont quitté leurs postes au cours de centaines de grèves sauvages, petites et brèves, localisées. Certains de ces mouvements, comme un petit débrayage dans l'entrepôt d'Amazon à New York, ont connu de la publicité mais n'ont pas réussi à être massifs. D'autres actions ont eu un impact plus important. Des infirmières et d'autres employéEs des hôpitaux ont organisé des manifestations pour exiger des masques, des blouses et des respirateurs. De nombreuses infirmières ont manifesté dans leurs hôpitaux, et certaines, du syndicat National Nurses United, se sont rendues devant la Maison Blanche pour exiger que Trump invoque le Defense Production Act (DPA) pour ordonner la production de masques, de ventilateurs et de kits de test de

coronavirus. Sur place, au cours d'un hommage émouvant, elles ont lu les noms de leurs collègues tués par le virus et disposés des rangées de chausures de travail en leur mémoire. Les gouvernements (fédéral et des États) et les directeurs d'hôpitaux ont réagi à ces actions par la fourniture supplémentaire d'équipements aux travailleurEs. Les infirmières n'ont pas été les seules. À la mi-mars, les enseignantEs ont menacé de se mettre en arrêt maladie pour forcer la fermeture des écoles publiques de New York lorsque le maire de la ville De Blasio et leur propre syndicat, la Fédération unie des enseignants, ne l'ont pas fait. Fin avril, environ 50 travailleurEs ont quitté leur poste à l'usine de conditionnement de viande Smithfield dans le Nebraska pour des questions

de santé et de sécurité: le gouverneur de l'État a promis de fournir des tests et un suivi des contacts à l'usine. À Washington, où il y a une longue histoire de grèves des travailleurEs, des centaines d'emballeurEs de fruits ont fait grève pour des conditions de travail plus sûres et leurs conditions de rémunération.

Un syndicalisme globalement timoré

Certains syndicats ont fait preuve d'initiative. L'Amalgamated Transit Union (travailleurEs des transports) a soutenu les chauffeurEs d'autobus qui ont fait grève pour leur santé à Detroit, Birmingham, Richmond et Greensboro. Le Carpenters Union (un des syndicats de la construction), qui représente environ 10 000 travailleurEs dans le

Massachusetts, a lancé une grève dans cet État le 5 avril sur les problèmes liés au Covid-19 et n'a mis fin à la grève que le 20 avril. De nombreux syndicats ont publié des déclarations appelant les employeurs et le gouvernement à protéger leurs membres et ont fourni des informations utiles aux travailleurEs. Les syndicats ont également fait pression sur le Congrès. Mais en général, ils n'ont pas tenté d'élever la lutte des classes au niveau où cela aurait pu être possible. Certains syndicats ont capitulé devant la réouverture des usines et la reprise de la production, même s'il est clair que cela peut mettre en danger la santé de leurs membres. Dès le 5 mai, le syndicat de l'automobile (UAW) a reconnu que les entreprises avaient contractuellement le pouvoir de reprendre la production en mai dans les usines General Motors, Ford et Fiat-Chrysler, ceci sans garanties solides de protection de la santé.

Des initiatives militantes

La plus grande organisation de gauche, DSA (Democratic Socialist of America), déjà active dans les syndicats d'infirmières et d'enseignantEs, a uni ses forces avec le syndicat United Electrical Workers Union connu sous le nom de UE [un petit syndicat de gauche indépendant de la confédération AFL-CIO], et ensemble, ils ont créé le Emergency Workplace Organizing Committee (EWOC). EWOC a pour objectif de former des centaines d'organisateurEs bénévoles pour aider les militantEs dans les entreprises à s'organiser. DSA a également commencé à organiser un réseau de travailleurEs de la restauration dans plusieurs villes. La pandémie et la fermeture ont fait des ravages, mais elles offrent désormais la possibilité de reconstruire le mouvement ouvrier américain de bas en haut. Alors que les défis seront grands, la résistance de la classe ouvrière grandit et les socialistes avec une stratégie de base et une perspective de lutte de classe sont impliqués dans la lutte.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno



INDE Lutte de classe et exploitation sans médiation

Dans le même temps, particulièrement depuis début mai, rassemblements, émeutes et affrontements ont marqué des centaines de villes et zones industrielles malgré le confinement resté des plus violents. Petits et grands, ces soulèvements mobilisent souvent des ouvrierEs migrants cherchant à rentrer chez eux. Seul choix immédiat, le retour dans les villages d'origine est un retour dans des campagnes misérables auxquelles ces travailleurEs avaient tenté d'échapper. Des villages encore apparus par le confinement, auquel s'ajoute sans doute le virus qui circule par les déplacements de centaines de milliers de personnes. Et la mousson arrive dans quelques semaines.

La tempête ouvrière ...

Au Tamil Nadu, ce sont des travailleurEs du nettoyage et de l'assainissement de différentes villes qui se sont battus pour des embauches et des protections. Le 8 mai au Jammu à l'autre bout du pays, plus de mille ouvriers du textile de Kathua ont envahi une autoroute et jeté des milliers de pierres sur leur usine pour exiger le paiement de leur salaire et protester contre le gouvernement et leur patron. Le 9 mai, soixante ouvriers d'Hazira une importante ville industrielle portuaire du Gujarat étaient arrêtés après une manifestation groupant des milliers de travailleurEs de l'industrie textile ou de la construction. C'était, pour ces ouvrierEs cherchant à rentrer chez eux, le quatrième tumulte depuis un mois et il y avait déjà eu des arrestations dix jours avant pour «émeutes et violation du confinement». Ce type



Distribution d'aide alimentaire en Inde. WIKIMEDIA COMMONS

de mobilisation a été vu aussi bien dans le sud du pays qu'au Bengale ou au Rajasthan. Ce week-end, les émeutes de travailleurEs migrants ont touché Sendhwa au Madhya Pradesh. À mesure que l'économie repart, les capitalistes cherchent à garder les travailleurEs proches des usines et les flics peuvent pourchasser celles et ceux qui partent. À Delhi, où le virus et la faim semblent légèrement moins présents que dans le reste du pays, des formes d'émeutes pour l'accès à la nourriture ont eu lieu dans le centre de la ville et on compte les suicides. Au bout de près de deux mois de confinement et de perte de revenus, la situation empire très certainement. Les images d'enfants

transportés avec des valises à roulettes s'ajoutent à celles des travailleurEs morts sur les routes comme ces vingt ouvriers écrasés par un train de marchandises à Aurangabad dans la Maharashtra ou ces vingt-cinq migrantEs morts à Auraiya dans l'Uttar Pradesh dans l'accident des camions qui les transportaient.

... face au talon de fer

De la répression directe contre les plus pauvres aux poursuites et arrestations de journalistes et de militantEs connus, le confinement a été des plus autoritaires. Aux flics et paramilitaires s'ajoutent des formes de milices bloquant parfois les entrées des villages

BRÉSIL «Bolsonaro est, dans ses positions, une sorte de Trump brésilien»

Une transcription de l'entretien accordé par notre camarade Franck Gaudichaud le 12 mai à la chaîne RT France.



WIKIMEDIA COMMONS

On observe d'un côté des villes comme São Paulo – c'est le poumon économique du pays – qui poursuivent leur confinement de par la volonté des gouverneurs d'État mais aussi des maires. Et puis, de l'autre, on entend ce président qui continue à dire que le confinement ne sert à rien. Qu'est-ce que cela montre?

Disons que ça montre la profondeur de la crise politique que traverse le Brésil. On a effectivement un Bolsonaro qui fait cavalier seul, mais qui est quand même entouré des militaires et d'une partie de la droite dure brésilienne. En même temps, il rencontre l'opposition d'une partie de ses partisans, de gouverneurs locaux. Donc il y a vraiment un divorce très très fort entre l'exécutif, le Parlement, la Cour suprême et les pouvoirs fédérés, les pouvoirs locaux. Donc on peut dire qu'on est dans un contexte vraiment catastrophique, parce qu'il y a la pandémie, la crise économique et la crise politique, avec un pouvoir qui est dans une fuite en avant totalement irresponsable.

Jair Bolsonaro continue à nier l'existence du virus. Il s'en prend également à l'OMS. Comment comprendre

cette posture? Est-elle est suivie dans l'opinion publique?

Alors oui, Bolsonaro est, dans ses positions, une sorte de Trump brésilien, on pourrait dire. Il reste avec une base sociale qui est réelle. Les dernières enquêtes montrent qu'il est toujours appuyé par 25-30% de la population, malgré le mécontentement croissant, les concerts de casseroles pour marquer ce mécontentement quant à la gestion de la pandémie... et puis face à l'économie qui est en crise et qui va continuer de plus en plus à être en crise. Donc Bolsonaro joue un peu son va-tout. Il mobilise ses bases sociales les plus conservatrices (on l'a même vu participer à des rassemblements de l'extrême droite devant le Parlement à Brasilia...). Mais pas sûr qu'il soit

suivi très très longtemps, puisqu'on sait qu'une partie des militaires est de plus en plus mécontente de sa gestion. Donc il y a aussi des fractures au sein du bolsonarisme actuellement.

Qu'est-ce qu'on entend, justement, de la part de ces militaires? Qu'est-ce qui les inquiète dans la posture de leur président?

Disons que l'on voit, au travers du vice-président Mourao et de quelques autres suite à la démission – on l'a plutôt éjecté! – du ministre de la Santé, la démission du ministre – très populaire – de la Justice Sergio Moro, qu'il y a des militaires qui trouvent que Bolsonaro en fait trop et qu'il a une mauvaise gestion de la crise. Alors que les militaires prétendent incarner une gestion, disons, à la

et quartiers. L'Uttar Pradesh, État fédéré dirigé par un yogi d'extrême droite, a instauré des peines à l'encontre de celles et ceux qui seront accusés de transmettre volontairement la maladie, des peines pouvant aller à la perpétuité qui toucheront surtout les pauvres et les minorités. Cet État fédéré a été le premier à profiter du Covid pour supprimer la quasi-entière des législations du travail pour trois ans. La nouvelle durée du travail: 12 heures par jour, six jours par semaine. Le travail des enfants reste pour le moment encadré, cependant la misère et la déscolarisation de masse liées au confinement ne tarderont peut-être pas à mettre la question sur le devant de la scène. L'Odisha, le Madhya Pradesh, le Gujarat, l'Haryana, l'Himachal Pradesh, ou encore le Punjab et le Rajasthan, qui sont dirigés par le Congrès (opposition à Modi), ont suivi le mouvement de destruction du droit du travail qui concerne maintenant tout le nord-ouest du pays. D'autres États devraient suivre notamment l'Assam. Les possibilités de recours juridiques pour les travailleurEs concernent celles et ceux qui ont un contrat et sont systématiquement réduites depuis des années mais le virus est une belle aubaine. Ce nouveau développement pourra difficilement manquer de mener à des affrontements plus directs.

Chris Miclos

ÉTAT ESPAGNOL

Comme à Sandouville, des plaintes déposées contre Renault

Il n'y a pas qu'à Sandouville que Renault est visé par des plaintes. La CGT est en Espagne un syndicat qui fait partie, comme le syndicat SUD Solidaires en France, du «réseau international de luttes et de solidarité». Ce syndicat, présent dans les usines Renault de Valladolid et de Palencia, a déposé des plaintes auprès de l'inspection du travail, expliquant que cette action est du même type que celle engagée par le syndicat CGT de Renault Sandouville. Même patron, mêmes dénonciations. La publication «Rouge et Noir» de la CGT en Espagne rend compte de ses initiatives dans les usines Renault.

Nous avons déposé ces derniers jours plusieurs plaintes auprès de l'inspection du travail de Valladolid et de Palencia concernant ce que nous considérons comme un non-respect manifeste des mesures de prévention fixées par le gouvernement comme condition à la reprise des activités non essentielles.



Rojo Y Negro

«La priorité de l'entreprise est la production et non la santé des travailleurEs» Nous avons constaté, depuis le début de la reprise de la production dans les usines, que de nombreuses mesures, pourtant annoncées par la direction de Renault ne sont pas respectées, ou ont cessé d'être appliquées. Il est clair que la priorité de l'entreprise est la production et non la santé des travailleurEs. Dans le cas de Valladolid, nous avons dénoncé le non-respect de la distanciation sociale, en particulier sur les postes de montage des véhicules, et aucune mesure n'a été prise pour y remédier. Les vestiaires ne sont pas désinfectés et les produits de nettoyage nécessaires ne sont pas disponibles. Compte tenu des informations existantes sur les cas positifs de Covid-19, nous ne sommes pas informés du lieu où travaillent les personnes touchées, et nous ne pouvons donc pas vérifier si le protocole établi est respecté pour ces cas. Toutes ces questions ont été dénoncées en vain devant la direction de l'entreprise et le «Comité de Salud Laboral».

À Palencia, depuis quelques jours, le temps alloué au nettoyage et à la désinfection des postes de travail et des outils n'est pas respecté, priorisant la production au-dessus de tout. En outre, la distance de sécurité dans les postes à chaînes rigides n'est pas non plus respectée et aucun changement de production n'a été apporté pour résoudre ce problème. Dans les vestiaires, la capacité maximale autorisée n'est pas respectée et les rythmes de travail sont excessivement élevés pour une journée de travail de huit heures dans ce contexte d'épidémie du Covid-19. En France, le syndicat CGT a porté plainte à Sandouville et le tribunal du Havre a ordonné l'arrêt de l'activité afin de ne pas mettre en danger la santé des travailleurEs, leurs familles et leur environnement social. Dans le cas de l'Espagne, c'est l'inspection du travail qui dispose des instruments nécessaires pour arrêter immédiatement l'activité si nécessaire, et nous espérons donc qu'après la plainte déposée par la CGT, elle agira le plus rapidement possible. Nous sommes donc obligés de faire appel à l'inspection du travail car c'est cet organisme qui, en Espagne, peut décider si une activité non essentielle peut être effectuée dans ces circonstances. Le gouvernement, les employeurs et les syndicats majoritaires ont accepté ces mesures; ils doivent en assumer les conséquences. Bien qu'une activité industrielle non essentielle ait repris, certains hôpitaux continuent de manquer de masques, de gants, de visières, de blouses et de surchaussures...

Rojo y Negro, traduction blog NPA auto-critique



UNE GESTION CALAMITEUSE DE LA CRISE

C'est le 16 mars, au cours d'un discours durant lequel il ne prononcera jamais le mot, qu'Emmanuel Macron annonçait l'entrée en vigueur du confinement. Celui qui, dix jours auparavant, se mettait ostensiblement en scène lors d'une sortie au théâtre, déclarant « *La vie continue, il n'y a aucune raison, mis à part pour les populations fragilisées, de modifier nos habitudes de sortie* », adoptait brutalement une posture martiale, deux jours après le premier tour maintenu des élections municipales : « *Après avoir consulté, écouté les experts, le terrain et en conscience, j'ai décidé de renforcer encore les mesures pour réduire nos déplacements et nos contacts au strict nécessaire. Dès demain midi et pour 15 jours au moins, nos déplacements seront très fortement réduits. Cela signifie que les regroupements extérieurs, les réunions familiales ou amicales ne seront plus permises. Se promener, retrouver ses amis dans le parc, dans la rue, ne sera plus possible. Il s'agit de limiter au maximum ces contacts au-delà du foyer.* » Les 15 jours sont devenus deux mois, au cours desquels le pouvoir a fait la démonstration non seulement de son impréparation totale, mais aussi de son incapacité à gérer la crise.

Irresponsables, menteurs, dangereux
Les injonctions contradictoires du gouvernement ont rythmé ces deux mois de confinement, avec comme rengaine principale : restez chez vous, mais allez travailler. Soit la vérité nue d'une Macronie obsédée « en même temps » par le contrôle absolu, autoritaire et paternaliste, de la population, et par la volonté de faire fonctionner à tout prix la machine à faire du profit. Deux mois durant lesquels les prétendus « premiers

de cordée » sont restés chez eux en se réjouissant des mesures prises par le gouvernement dans le but que leurs bénéfices ne soient pas confinés, faisant au passage la démonstration de leur inutilité sociale absolue, tandis que les « premiers de corvée » continuaient de faire fonctionner la société par leur travail dans les secteurs essentiels de la production et des services, mettant en danger leur vie et celle de leurs proches. Deux mois durant lesquels les outrances et les mensonges se sont succédés. « *Je crois qu'on ne peut pas dire qu'il y a eu un défaut d'anticipation de cette crise, bien au contraire.* » Ainsi s'exprimait par exemple, le 23 mars, Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement, sur l'antenne de CNews. Difficile, en l'entendant faire une telle déclaration, de ne pas se souvenir des propos d'une certaine Ndiaye Sibeth, le 4 mars sur France Inter : « *On ne va pas fermer toutes les écoles de France. C'est comme quand il y a une épidémie de grippe en France, on ne ferme pas toutes les écoles.* » Et l'on ne

parlera pas ici des mensonges répétés sur les masques, au sujet desquels la « doctrine » du gouvernement n'a évolué que dans le but de dissimuler la pénurie, de la pression exercée sur les salariéEs travaillant dans des secteurs de production non essentiels, ou de l'absence de mesures de réquisition des entreprises pharmaceutiques.

En finir avec Macron et son monde
Si Macron et les siens se sont illustrés par une gestion calamiteuse de la crise, ce n'est pas seulement par incomptence, mais aussi en raison de ce qu'est leur vision du monde, de l'économie, des rapports sociaux, de la politique. Dans l'imaginaire étroit de ces adeptes béats de l'économie de marché, il ne faut en effet prendre aucune décision qui pourrait un tant soit peu remettre en cause durablement la logique capitaliste. On préférera ainsi dépenser des dizaines de milliards d'euros d'argent public pour maintenir à flot des grands groupes plutôt que de les faire

passer sous contrôle public ; on refusera de plafonner réellement le prix des masques – sans même parler de les rendre gratuits – en avançant l'argument selon lequel « *il ne faut pas freiner l'innovation* » ; on promettra des primes aux soignantEs plutôt que d'augmenter leurs salaires, on fera appel au bénévolat plutôt que d'embaucher massivement dans les services publics, en premier lieu dans les hôpitaux. Autant de décisions – ou d'absence de décision – qui témoignent non seulement de l'absurdité et de la dangerosité d'un système dans lequel les profits priment tout, même la vie, mais aussi de l'absence totale de volonté, du côté du pouvoir, de changer de logiciel. Durant les semaines et les mois qui ont précédé le confinement, les luttes étaient nombreuses qui revendiquaient d'« *en finir avec Macron et son monde* ». La période de deux mois qui vient de s'écouler devrait nous renforcer dans cette aspiration, et les leçons devraient en être tirées par toutes celles et tous ceux qui refusent l'ordre existant : il n'y a pas de juste milieu entre, d'une part, leur projet d'exploitation toujours plus grande des êtres humains et de la planète et, d'autre part, un projet de rupture assumée avec le système capitaliste. Les deux mois de confinement ont évidemment pesé négativement sur le rapport de forces entre les classes, avec des effets sociaux délétères et une grande difficulté à lutter. Mais ces deux mois ont aussi été l'occasion de se poser de nouvelles questions, de tisser de nouveaux liens, d'expérimenter d'autres formes de combats et de solidarités. Il s'agira d'en tenir compte dans les luttes qui ne manqueront pas de se développer dans les semaines à venir, et qu'il importe de préparer et de construire, ici et maintenant.

Julien Salingue



UN RÉVÉLATEUR ET UN AMPLIFICATEUR DES INÉGALITÉS

Depuis le début de l'épidémie, nous répétons et illustrons dans *L'Anticapitaliste* à quel point le Covid-19 frappe avec une virulence toute particulière les « premiers de corvée » et plus généralement les habitantEs des quartiers populaires. Les premiers chiffres de bilan des conséquences de l'épidémie et de sa gestion par le gouvernement viennent confirmer les effets démultipliateurs de la crise sur les inégalités sociales.

La Seine-Saint-Denis, concentré de la situation des quartiers populaires

Un chiffre a fait le tour des rédactions, celui de la flambée de la surmortalité en période de Covid-19 : + 128,9% de personnes décédées en Seine-Saint-Denis entre le 1^{er} mars et le 27 avril 2020 par rapport à la même période en 2019. Le 93 est le 2^e département français le plus touché (après le Haut-Rhin), avec une surmortalité qui représente le double de celle de Seine-et-Marne ou des Yvelines, et 40 points de plus que Paris. Mais les chiffres sont encore plus impressionnants en zoomant sur les intercommunalités du département : + 179,1% pour les 9 communes autour de Saint-Denis (Plaine Commune) et + 161,6% pour les communes entre Bobigny et Montreuil (Est Ensemble). Toutes ces personnes ne sont pas mortes du Covid mais des effets de l'épidémie sur une population qui subissait déjà les inégalités conséquentes de la machine à broyer du capitalisme. L'épidémie a mis en lumière l'état d'extrême fragilité du système de santé, laminé par les politiques d'austérité et de rentabilité

unique dans le monde, et bien évidemment il vaut mieux que le chômage sans aucune indemnité. Mais pour des salariéEs un peu au-dessus du SMIC, 84% du salaire (auquel il faut ajouter aussi la perte du heures représenté par les heures supplémentaires, les tickets resto, la cantine non marché pour les enfants...), c'est ce qui fait basculer de la corde raide au saut dans le vide. Et sans aucun filet, ou alors dérisoire, des pouvoirs publics.

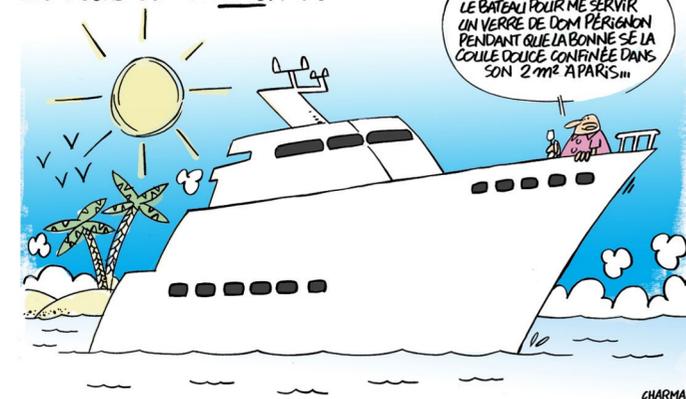
Alors qu'en France des centaines de milliers de familles (15 à 20 000 pour la seule Seine-Saint-Denis, chiffre lâché par le préfet lui-même) doivent arbitrer entre payer le loyer et manger, pendant les premières semaines du confinement aucun dispositif

Une bombe à déflagrations multiples

L'augmentation dramatique du nombre de morts n'est pas le seul prix payé par la population des quartiers populaires. Il a été répété partout que l'indemnisation du chômage partiel est

public n'a été mis en place. Ce sont les réseaux d'entraide pré-existant dans de nombreux quartiers, renforcés par ceux qui se sont constitués dans la précipitation et l'improvisation, qui ont empêché que des gens meurent de faim chez eux, ou dans la rue pour les personnes privées de domicile et en particulier les réfugiés. Les seules mesures annoncées par des bailleurs HLM (et pas tous, en particulier pas les bailleurs privés dont les loyers sont souvent les plus onéreux) sont des mesures d'étalement des loyers. Autrement dit, on propose aux familles de s'endetter pour des mois au moins auprès des bailleurs, sans garantie de pouvoir retrouver et/ou conserver les emplois à l'issue du confinement.

LES INÉGALITÉS FACE AU CONFINEMENT



LE CONFINEMENT : DESTRUCTEUR ET CONSTRUCTEUR DE LIEN SOCIAL?

Le confinement est arrivé brutalement, après les errements du gouvernement. Le confinement a été également particulièrement violent et meurtrier pour les femmes et les enfants. On a noté durant ces deux mois des baisses significatives (et trompeuses) de signalements et d'appels auprès des associations de lutte contre les violences faites aux femmes, aux enfants. Les soignantEs notent également une baisse des demandes d'accès à l'IVG. Le confinement auprès d'un parent désapprouvant ou d'un conjoint violent a réduit la moindre chance pour ces femmes de faire appel à ces différents réseaux de solidarité.



Enfermement, isolement, violences

Le confinement aura signifié pour nous : être enfermé chez soi, avec des possibilités très restreintes de sortie sous peine de mesures coercitives allant de l'amende à l'emprisonnement en passant par les violences physiques, de la part de la police, dans les quartiers. Ce faisant, il a détruit de nombreux cadres de solidarité qui permettaient à beaucoup de s'en sortir au quotidien. Il a de fait exclu toutes les personnes ne possédant pas d'hébergement fixe et a précipité dans des situations dramatiques celles et ceux qui ne disposaient pas d'un logement salubre... Pour les autres, beaucoup se sont retrouvés isolés chez eux, notamment à cause de l'arrêt des services d'aide à la personne,

Phénomène amorcé par le mouvement de grève contre la réforme des retraites : on a observé la relocalisation des cadres d'organisation de la lutte ou de la solidarité. Dans les quartiers populaires, ce sont le plus souvent des réseaux d'entraide alimentaire qui ont vu le jour, notamment pour les familles ayant perdu presque toute source de revenu dans la période (intérim, CDD, jobs non déclarés...). De nombreuses aides se sont également organisées pour les personnes âgées, à mobilité réduite ou tout simplement des travailleurEs « indispensables » (faire leurs courses, garder leurs enfants). À Saint-Denis, un réseau de couture de surblouses s'est organisé autour des enseignantEs d'un lycée professionnel textile, suite à un appel désespéré de l'hôpital. Un autre s'est mis en place afin de recréer un lien entre les personnes hospitalisées et leurs proches. Et les exemples sont nombreux... Les réseaux qui avaient été mis en sommeil aux premiers temps du confinement se sont réactivés malgré les risques de répression, ils se sont ré-organisés, dans le respect des règles de sécurité sanitaire... Des groupes de voisinEs se sont parfois créés autour de personnes jusque-là isolées chez

Nouvelle situation, nouveaux cadres de solidarité?

Mais on doit également noter que, durant le confinement, de nouveaux cadres de solidarité ont en réalité pris le relais là où l'État avait disparu, et ont tenté de pallier les faiblesses de sa gestion calamiteuse de la crise sanitaire : là où des enfants mangeaient à la cantine leur seul repas complet de la journée ; là où les hôpitaux se sont retrouvés sans le matériel nécessaires (scandale des blouses, masques...).

Avec en plus l'horizon du 10 juillet, date limite du report de la trêve hivernale, qui annonce une possible vague d'expulsions locatives pendant l'été. Pas étonnant que le renforcement et le durcissement de l'omniprésence policière dans les quartiers soit le corollaire de cette situation, y ajoutant un ingrédient supplémentaire : la révolte contre les humiliations et les violences policières considérées par l'État comme ultime couvercle sur la misère et des inégalités insupportables. Autant dire que la cocotte-minute est en surchauffe, que les motifs d'explosion s'accumulent et se renforcent. Tout l'enjeu est la transformation de cette colère sociale en révolte politique.

Cathy Billard

ENTREPRISES : DES MOBILISATIONS COLLECTIVES À LA PEINE

Autour des 16 et 17 mars, à l'annonce des mesures de confinement du gouvernement, plusieurs équipes syndicales, un peu partout en France, ont utilisé des droits d'alerte pour danger grave et imminent compte tenu du positionnement de directions d'entreprise peu enclines à suspendre leurs activités. Deux mois après, en pleine phase de déconfinement, et alors que les mesures de prévention sont loin d'être à la hauteur, les luttes collectives « pour ne pas perdre sa vie à la gagner » ont malheureusement du mal à éclore.

«Attendre le jour d'après» ?

Lundi 11 mai, nous étions environ 80 à être rassemblés devant la préfecture de Seine-Maritime à Rouen pour dénoncer la politique criminelle du gouvernement Macron et de ses prédécesseurs et pour y scander « *Pas de masques, pas de protection, pas de travail* ». MilitantEs de la CGT de différentes professions se succédant au micro pour décrire les situations de travail vécues depuis la mi-mars dans le commerce, les transports... ou pour décrire à quoi va ressembler la rentrée intermédiaire dans l'éducation nationale. En ce premier jour de déconfinement où les rassemblements sur la voie publique sont limités sur le papier à 10 personnes, il y a aussi des camarades de Solidaires et des Gilets jaunes qui trouvent ici un cadre collectif pour exprimer leur colère.

Si ce rassemblement symbolique, sans intervention des forces de l'ordre, est considéré comme un succès par des militantEs d'autres départements où les syndicats n'ont rien voulu faire le 11 mai, cela ne doit pas cacher les difficultés importantes qui perdurent dans l'interpro. L'appel, lancé par l'UD CGT 76, l'a été après des débats compliqués en interne. Pour certains, la CGT doit « attendre le jour d'après » pour agir, pour d'autres on ne peut pas appeler à un rassemblement alors qu'on exige le report de la reprise d'activité dans les secteurs non essentiels sans compter ceux qui ont « peur du ridicule » avec un rassemblement par paquets de dix, très loin des manifestations du 5 décembre dernier.

Pressions multiples

Du côté des sections syndicales d'entreprise, les choses ne sont pas simples non plus. Hormis quelques équipes qui bataillent depuis des semaines pour l'obtention des protections collectives et individuelles comme dans la santé ou le commerce, on a l'impression que le Covid-19 a mis en sommeil une activité syndicale souvent dynamique en amont dans la lutte contre la réforme des retraites. Dans le secteur de l'industrie, les réunions de CSE ou de CSSCT se sont multipliées courant avril en vue de la reprise d'activité pour les entreprises qui avaient suspendu leur production, ou pour produire de façon plus soutenue dans les secteurs qui ont continué à produire comme la chimie ou le pétrole. Si les syndicats ont dénoncé à juste titre des reprises prématurées ou des mesures de prévention insuffisantes, cela s'est rarement transformé en bagarre collective pour la mise en œuvre de droit de retrait.

Il faut dire que la pression est forte. Alors même que les salariéEs peuvent s'appuyer sur les recommandations de l'académie de médecine qui indique qu'il faut à minima deux mètres de distance physique, sur les notices des masques chirurgicaux ou « grand public » qui indiquent généralement que « *ce masque ne protège pas le porteur* », sur l'insuffisance des mesures de désinfection par produit virucide dont la fréquence est souvent quotidienne en pratique alors que le guide BTP validé par le ministère du Travail insistait sur un nettoyage toutes les deux heures, la pression cumulée des ministres et des patrons, relayée par les médias, dissuade en pratique une large partie de la classe ouvrière d'utiliser son droit légitime de « se retirer » d'une « *situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé*... »¹

Des lieux de travail... aux tribunaux

Si plusieurs syndicats indiquent de façon régulière dans leurs publications que les salariéEs peuvent utiliser leur « droit de retrait », peu de syndicats mènent une véritable campagne pour

l'exercice réel d'un droit de retrait engagé le plus collectivement possible. En pratique, on peut constater plusieurs positionnements, certains syndicats poussent les délégués à une présence sur le terrain pour constater les manquements de l'employeur en termes notamment de protections collectives, quand d'autres restent à distance...

Face à une situation où certains représentantEs du personnel sont interdits de pouvoir se rendre dans les ateliers ou dans les établissements distants de plus de 100 km, le recours à la voie judiciaire représente souvent une procédure alternative pour tenter de rééquilibrer un rapport de forces insuffisant. Face à un gouvernement et un patronat qui s'assoient sur le code du travail et les mesures de prévention, le recours à des procédures de référé judiciaires qui appellent les patrons de Renault ou d'Amazon à leurs obligations peuvent être des points d'appui.

Nos vies valent plus que leurs profits

Dans les jours qui viennent, il est indispensable que les équipes syndicales combattives soient présentes sur le terrain pour constater les situations de travail réelles, pour alerter sur les manquements de l'employeur, pour pousser à la mise en œuvre de droits de retrait collectifs. Mais dans une période où les menaces sur l'emploi sont extrêmement fortes, où la question de la reprise de l'économie est dans toutes les bouches, nous devons combattre l'idée d'une possible conciliation entre la santé des travailleurEs et la santé des profits capitalistes. L'histoire du combat sur la question de l'amiante nous démontre que les syndicalistes doivent faire un choix douloureux, accepter de discuter avec le patronat sur un compromis entre santé au travail et maintien d'un niveau de rentabilité pour les capitalistes ou alors camper sur une position dite radicale « *Nos vies valent plus que leurs profits* », s'appuyant sur une volonté de faire le lien entre protection de santé des travailleuses et travailleuses et lutte contre le système capitaliste.

Gérald Le Corre

1 - Article L. 4131-1 du code du travail.

LE MEDEF ORDONNE ET MACRON EXÉCUTE



PAS DE PROTECTION ET DE DÉPISTAGE MASSIF = PAS DE REPRISE DU TRAVAIL ET DE L'ÉCOLE !

AÉROSPATIAL Airbus, Safran, Thales et Dassault font la quête pour sauver leurs sous-traitants

« Face à la perspective de dizaines de milliers de suppressions d'emplois chez leurs fournisseurs, les industriels de l'aérospatial appellent à un plan de soutien de plusieurs milliards d'euros. Plusieurs dizaines de PME sont au bord du gouffre. »

C'est ce que l'on pouvait lire dans le journal économique *Challenges* le 6 mai. Selon lui, « le bain de sang » dans le secteur aéronautique aurait commencé avec les annonces massives de licenciements partout dans le monde : 13 000, 25 % des effectifs, chez le constructeur US General Electric ; 8 000 chez Rolls-Royce, 15 % des effectifs ; 16 000 chez Boeing, 10 % des effectifs... Airbus a réduit sa production de 30 %, et la baisse pourrait aller jusqu'à 50 %, menaçant quelque 50 000 emplois directs et indirects, dans la seule région d'Occitanie...

« Un, deux ou trois milliards, je ne sais pas »

À cela s'ajoute, selon Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation et président du Gifas (groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales chapeauté par Airbus, Safran, Thales et Dassault), le fait que plusieurs dizaines de leurs fournisseurs seraient en grande difficulté, avec 200 000 salariés en chômage partiel. Ces entreprises sont des rouages essentiels des « chaînes de valeur » dont les quatre larons ont le contrôle et dont ils tirent leurs profits. La faillite d'une d'entre elles entraînerait une rupture des approvisionnements, paralysant l'ensemble de la production.

Du coup, ils ont constitué un « comité commun », une « task force », pour « surveiller la santé de leurs sous-traitants comme le lait sur le feu » et se préparer à intervenir. Comme le dit E. Trappier, « Il va probablement y avoir une baisse des effectifs de la filière. Mais ce doit être une décroissance contrôlée : il faut garder l'outil vivant pour pouvoir remonter en puissance quand le marché repartira ». Pour « garder l'outil vivant », Safran va jusqu'à envisager de racheter certains de ses « petits fournisseurs qui ont des savoir-faire, technologies ou expertises critiques »... Mais c'est avant tout sur l'État que le Gifas compte pour financer l'affaire. « Le besoin n'a pas été complètement identifié, mais l'unité de mesure, c'est plutôt le milliard. Maintenant, est-ce que c'est un, deux ou trois milliards, je ne sais pas », raconte E. Trappier. Pour le patron de Safran, il s'agirait plutôt de dix milliards, « de quoi aider le secteur à passer un trou d'air d'une durée estimée de trois à cinq ans ». Quant à la façon dont les milliers de travailleurs jetés à la rue au cours de cette « décroissance contrôlée » – si contrôle il y a – passeront le « trou d'air », cela ne concerne ni le Gifas ni le journaliste de *Challenges*. Pour ce petit monde, le travail, c'est bien connu, n'est qu'une variable d'ajustement.

Daniel Minvielle

SAINT-DENIS

Masques obligatoires ? Masques gratuits !

C'est avec ces mots qu'un collectif pour la gratuité des masques s'est adressé mardi matin à celles et ceux qui prenaient les transports en commun à Saint-Denis.

Une dépense supplémentaire quand les revenus baissent

Le gouvernement impose ses méthodes de déconfinement sans concertation et rend le port du masque obligatoire sans en fournir suffisamment. Les usagerEs des transports en commun qui ont continué à travailler pendant le confinement, les fameux derniers de corvée, et celles et ceux qui reprennent le travail car ils et elles ne peuvent pas télétravailler doivent donc se



NPA/CB

traverser cette action, nous revendiquons le libre accès à l'ensemble des moyens nécessaires à notre santé. Ce qui ne peut passer que par l'augmentation des remboursements des dépenses de santé et le renforcement des services publics de santé, et la réquisition par l'État des stocks et des entreprises qui produisent les masques et les tests afin de les mettre à disposition.

Correspondant

SANTÉ Sanofi et le chantage sur les vaccins Covid-19

Une « affaire » qui rappelle la nécessité de réquisitionner les brevets et les usines des trusts de la vaccination.

« Financez sur fonds publics la recherche de Sanofi, sinon vous attendrez ses vaccins contre le Covid-19 ! » En déclarant de manière provocatrice que les États-Unis seraient servis en vaccins les premiers, car « ils ont investi pour essayer de protéger leur population », Paul Hudson, PDG de Sanofi, essayait « simplement » de décrocher, en France, les subventions publiques qu'il venait d'obtenir de l'Autorité américaine pour la recherche et le développement biomédical (BARDA). Cette dernière venait en effet de lui octroyer un premier soutien de 30 millions de dollars, sous forme de pré-commande, sans parler des facilités réglementaires pour la sortie rapide du vaccin. Un message aussi à tous ceux qui seraient tentés de tirer les prix d'un futur vaccin vers le bas, au nom de l'accès universel aux vaccins contre le Covid-19 qui balaie la planète. Les labos trouveront toujours un marché prêt à payer fort cher leur vaccin !

Guerre des prix au profit des actionnaires

Le groupe pharmaceutique français préfère le marché US de Donald Trump et son « *America first* ». Parce que les USA ont inondé de dollars les laboratoires pharmaceutiques. Parce qu'aux USA, les prix des médicaments sont libres et ne sont pas encadrés, avec pour demain la promesse de milliards de profits, et pour aujourd'hui une remontée en bourse de plus de 10 %, après le creux du mois de mars. Alors, les Français contre les Américains ? Même pas, car qui peut croire que les 30 millions d'ÉtatsunienEs qui ont été privés d'emploi en un mois, et donc aussi d'assurance maladie, pourront se payer le vaccin de Sanofi ? Les seuls qui bénéficient de cette guerre des prix, ce sont les



DR

actionnaires, qu'ils soient français ou américains. Cruelle leçon pour ceux qui ne voient comme réponse à la crise que l'érection de frontières et un capitalisme vraiment national. Sanofi a touché 1,5 milliard d'euros de crédit d'impôt recherche du gouvernement français sur dix ans. Mais il met fin à ses recherches dans le diabète et le cardiovasculaire, pas assez rentables, et en quelques années a sacrifié 4 000 postes de recherche dans le monde, un tiers de ses effectifs. Cette année, il va verser 4 milliards d'euros en dividendes à ses actionnaires !

Grandes manœuvres financières et nationalistes

Mais Sanofi n'est pas le seul trust de la vaccination à exiger des pouvoirs publics des millions d'euros. Le gouvernement étatsunien a déjà donné 446 millions d'euros à Moderna Therapeutics, une société de biotechnologie US, pour son candidat vaccin mRNA-1273. Quant au gouvernement britannique, il vient de débloquer 84 millions de livres pour le candidat vaccin du laboratoire britannique AstraZeneca,

93 millions pour son nouveau site de production, et 38 millions pour des sites plus anciens. Au total, un quart de milliard de livres pour un futur vaccin britannique, avec ses 30 millions de doses. Car pour Pascal Soriot, PDG d'AstraZeneca, priorité sera donnée au Royaume-Uni. Et la Chine, sur fond de rivalité avec les USA, n'est pas en reste pour soutenir ses cinq candidats vaccins en phase d'essai.

Il n'y a aujourd'hui pas de vaccin contre le Covid-19, et pas de vaccin espéré avant fin 2021, mais les grandes manœuvres financières et nationalistes ont déjà commencé. S'il fallait les résumer, on pourrait dire : crédits publics, profits privés et nationalisme vaccinal. Avec à la clef une certitude, les besoins des actionnaires passeront avant l'accessibilité de ce qui doit être un bien commun de l'humanité, à savoir un ou des vaccins contre le Covid-19, qui permettraient une immunité vaccinale sans passer par les dizaines de milliers de morts de l'immunité naturelle de groupe !

Réquisitionner moyens de production et brevets

Décréter les vaccins contre le Covid-19 biens communs de l'humanité, voilà une idée qui sera de plus en plus populaire. Même Emmanuel Macron et le PDG de Sanofi en parlent... pour ne jamais le faire ! Pour faire face au chantage sur l'accès à un futur vaccin contre le

Covid-19, pas d'autre moyen que « la réquisition immédiate des moyens de production de Sanofi pour produire les médicaments dont nous avons besoin, et notamment tous ceux en "tension". Ainsi qu'une mise en place d'une chaîne de production nationale publique et d'une planification sanitaire, en coordination avec les pays européens et capable d'exporter vers les pays à ressources limitées » comme le réclame Jérôme Martin, cofondateur de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament.

Mais le cœur du profit de l'industrie pharmaceutique, ce n'est pas d'abord la production du médicament, ce sont les brevets. Fabriquer un traitement contre l'hépatite C, le Sovaldi, cela coûte 100 euros par traitement. Grâce à son brevet, Gilead le faisait payer à l'Assurance maladie 41 000 euros ! Les médicaments, les vaccins, nous les payons une première fois en subventions publiques à la recherche, et nous les payons une seconde fois par les remboursements de la Sécurité sociale. Alors il faut aussi réquisitionner les brevets des trusts de la pharmacie, imposer une licence obligatoire gratuite pour que, partout dans le monde, si un des 100 vaccins en test contre le Covid-19 marche, il puisse être fourni gratuitement à toutes les personnes qui en ont besoin, et pas seulement à ceux qui en auront les moyens.

Frank Prouhet

ÉDUCATION NATIONALE

La « reprise » de tous les dangers

Le retour des élèves de 6^e et 5^e dans les collèges dans les régions dites « vertes » a donc commencé lundi 18 mai. Et on est loin du « retour à l'école des décrocheurs » : c'est même tout le contraire !

Dans les établissements situés dans les quartiers populaires, la reprise s'effectue avec des « classes » parfois réduites à deux ou trois élèves, dans une ambiance qui oscille entre celle d'un hosto et celle d'une prison malgré les fenêtres qui doivent rester largement ouvertes en permanence (même s'il fait froid ou s'il y a du bruit autour...).

Quel « protocole sanitaire » ?

Pas ou très peu de récréations, aucune possibilité de contact physique, interdiction de toucher aux livres, aux dictionnaires, de se passer les stylos ou les paires de ciseaux, pas de demi-pension, pas de pratique sportive collective, pas de pédagogues, mais « des sens de circulation », de la rubalise partout, des litres

TRANSPORTS C'est le moment pour une politique du vélo !

À l'heure du déconfinement et de la grave promiscuité dans les transports en commun, dans de nombreuses villes des pistes cyclables temporaires ont été mises en place, prises sur les voies auto. L'idée d'une révolution nécessaire dans les modes de transport fait son chemin. Du 17 mars au 11 mai, les villes ont été libérées de l'emprise de l'auto, sans que nous ayons pu, il est vrai, en explorer tous les bienfaits.

Le vélo a été extrêmement populaire pendant plusieurs décennies au 20^e siècle avant d'être balayé par le tout-voiture. Dans le contexte du réchauffement climatique et du Covid-19, il coche toutes les (bonnes) cases : faible empreinte écologique, bon pour la santé, réparable, son usage massif fait reculer les accidents de la circulation, son parc est important (36 millions dont près de 10 millions ne servent jamais), son prix est abordable, un important marché d'occasion existe. Au million près, le parc de voitures individuelles est le même que celui des vélos et il a doublé depuis 1980.

Dès juillet, « retour à l'anormal » ?

Quelle « reprise » ? Embouteillages en ville, flux permanents sur les autoroutes vers les lieux de vacances pour ceux qui partent, et absence notoire de trains de nuit ? Et le vélo avec sa popularité en forte hausse mais restant assigné

pour l'essentiel à la case « belles aspirations » ? Ce serait donc la poursuite des tendances de ces dernières années, avec un petit retour de la pratique du vélo en ville (pas toutes et surtout dans leur centre), mais un recul de son usage dans les classes populaires, en zones rurales, parmi les enfants et ados. Dans les cités à habitat exclusivement collectif, le recours au vélo est quasi nul. Comme au plan social, c'est l'abandon.

Prendre le vélo au sérieux

Bogota (Colombie) et Copenhague (Danemark) peuvent être étudiées pour leur politique volontariste d'investissement global dans le vélo, de désinvestissement vis-à-vis de l'auto. À l'heure du réchauffement climatique, alors qu'en France 50 % des déplacements vont de un à sept kilomètres, il faut promouvoir par tous les moyens la pratique quotidienne du vélo. L'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise



PHOTO THÉRIQUE ROUGE / BARBAR

de l'énergie, secteur mobilité, chiffre les dépenses à 30 euros/habitant/an pour passer de 3 % des déplacements à vélo à 9 % en 2024 (contre moins de 6 euros actuellement). En périphérie des villes, en zone rurale, auprès de la population qui prend de l'âge, le vélo à assistance électrique a tout son rôle à jouer. Il faut insister sur le fait que partout en zone d'habitat collectif des abris à vélos sûrs, accessibles et gratuits sont une condition première. De même que les vélos en libre accès pour l'usage ponctuel, et la possibilité

de combiner avec les transports en commun. L'école pourra aussi jouer son rôle.

Reconversion du secteur auto

Le trafic auto doit reculer, à très court terme, partout et notamment en ville. Renault et PSA devront être retirées des mains des actionnaires, condition de toute réorientation/reconversion de la production principalement vers les transports en commun. On pourra alors aussi relancer la fabrication de vélos de qualité à prix abordable. Rappelons que Peugeot a été leader dans le domaine. Un réseau dense de distribution/réparation pourra se constituer avec les emplois stables et qualifiés qui vont avec. Et dans le même mouvement décider de l'arrêt immédiat de la production scandaleuse et irresponsable de SUV par les deux constructeurs, décision concrète et symbolique de la plus haute importance. **Commission nationale écologie**

LA POSTE Plus qu'une « reprise », une accélération

Le 11 mai, date du « déconfinement patronal », n'a pas vraiment été synonyme de « reprise » à La Poste, dans la mesure où les activités n'ont jamais cessé, même si la voilure a été réduite, en grande partie grâce à la combativité des postierEs.

Néanmoins la direction, calée sur le discours du PDG Philippe Wahl, pour qui la période recèle des « opportunités de marché historiques », a passé la surmultipliée.

Augmentation du temps de travail

Cela se traduit par une nouvelle augmentation du temps de travail. Ce dernier était, depuis la fin avril, de 28 heures par semaine, mais avec une charge de travail épuisante pour les agentEs. Le passage à 35 heures, à partir du 11 mai,



PHOTO THÉRIQUE ROUGE / JMB

signifie qu'une journée de repos hebdomadaire a été supprimée, mais la charge de travail n'a pas

été répartie pour autant. Chaque jour, ce sont de plus en plus de colis à distribuer, d'usagerEs dans des bureaux dont l'ouverture se fait à marche forcée. À la distribution, La Poste a vendu ce passage à cinq jours travaillés en l'accompagnant du fait qu'un seul samedi sur quatre est travaillé. Ce qui n'est pas sans importance dans un milieu habitué à travailler le samedi, et où le fait d'avoir des samedis libérés est une demande largement partagée. Mais, comme le dit Sud PTT, le « cadeau » a tout de la pomme empoisonnée (notamment,

des milliers d'emplois seront supprimés à terme).

Se mettre à la hauteur de la situation

Face à cette nouvelle offensive, des réactions ont déjà eu lieu. Par exemple, à Paris 15^e (le plus gros centre de distribution parisien), 80 % des effectifs étaient absents le 11 mai. Mais il faut frapper plus largement. De ce point de vue la responsabilité des syndicats (en tout cas ceux qui n'ont pas renoncé à toute indépendance vis-à-vis des patrons et de l'État) est grande. L'organisation d'une journée de grève unitaire dans l'ensemble des services de La Poste devrait être une perspective minimum. **Édouard Gautier**

SNCF À Gare de l'Est, une « reprise » sous le signe de la grève

Suite aux menaces de sanctions contre cinq délégués syndicaux de Paris-Est, l'intersyndicale CGT-Sud Rail-CFDT et FO appelait à la grève le 18 mai.

Quatre de ces militants sont à la CGT et le cinquième est à Sud Rail. Les faits reprochés remontent à la grève contre la réforme des retraites où des militantEs avaient repris un local appartenant aux activités sociales (ex Comité d'entreprise) occupé sans autorisation par la direction de la SNCF. La direction se sert de cela pour poursuivre des militants actifs, allant jusqu'à menacer l'un d'eux de licenciement. Pendant le confinement, la SNCF a même voulu organiser des conseils de discipline... par visioconférence !

Leurs priorités et les nôtres

La SNCF devrait pourtant avant d'autres priorités. À la gare de l'Est, Depuis la « reprise du 11 mai », les intérimaires de City One (accueilli en gare) n'avaient ni vestiaires ni toilettes lundi ; il y a eu plusieurs manquements sur les nettoiyages prévus (gare, cabines de conduite, etc.), faute de personnel ; au principal point d'eau de l'Escale de Paris-Est, pas un bout de papier essuie-main à l'horizon alors que cela est repris dans tous les référentiels sur le Covid-19... Sans compter les rames de banlieues de la ligne P blindées aux heures de pointe du matin. Le cas de nos cinq camarades de Paris-Est n'est pas isolé : pour la direction, « reprise » rime avec répression. D'autres cheminotEs sont toujours dans la ligne de mire de la direction, toujours avec des menaces de licenciements.

Une répression pour faire des exemples

Farandou, le PDG de la SNCF, a déjà annoncé la couleur : la crise du coronavirus a entraîné un manque à gagner de 2 milliards d'euros à l'entreprise. Et il entend bien présenter la note aux salariéEs, le tout sur fond de libéralisation et d'ouverture à la concurrence du secteur. Pour cela, rien de mieux que de convoquer les cheminotEs combattifs à des entretiens disciplinaires pour « maintenir la pression » et tenter de tuer dans l'œuf toute velléité de contestation face aux mesures d'austérité qui s'annoncent. Par ailleurs, Farandou envisage de supprimer de nombreux emplois. Alors qu'il y a déjà près de deux licenciements par jour, on peut craindre que la direction se serve des prochains conseils de discipline pour accélérer sa « réorganisation » en virant encore un peu plus de cheminotEs pour des faits anodins. Quand le confinement a commencé, les cheminotEs étaient encore dans le mouvement contre la réforme des retraites. Avec plusieurs semaines de grève reconductible, ils ont montré une fois de plus leur formidable capacité de mobilisation. En s'attaquant à nos cinq collègues, la direction vient de provoquer la première grève de l'après confinement. Preuve en est que les cheminotEs ne sont toujours pas prêts de se laisser faire ! **Correspondants**



DR

rassemblements devant les inspections académiques pour dénoncer les conditions indignes de la « reprise ». C'est un sillon à tracer rapidement si on ne veut pas que

les établissements scolaires deviennent des casernes dans lesquelles déferlera la deuxième vague épidémique ! **Marie-Hélène Duverger**

Les Nôtres**Émile Fabrol**

Notre ami et camarade Émile nous a quittés.

Il a combattu la maladie jusqu'à la fin, en tentant de cacher sa gravité, en trouvant à chacune de ses évolutions un motif pour nous rassurer. Même affaibli par la maladie et les traitements, il suivait avec passion et lucidité la situation politique, il continuait à agir, à être présent aux réunions autant que possible. Émile, c'était une présence, discrète mais forte de sa simplicité, une tête ronde de cheveux en bataille et d'une barbe exubérante, un sourire complice, un accent méridional, une écharpe rouge et dans les réunions une attention concentrée et curieuse soutenue par des dessins sans fin. Tout le contraire d'un arriviste, un militant sincère, bienveillant, un militant indépendant avec une pensée libre et ouverte, une passion pour le débat démocratique.

Sa vie militante est jalonnée d'expériences diverses. Adhérent aux JC à Apt avant 1968, il en est exclu pour « che guevarisme ». Il rejoint l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS) pour en démissionner à cause du refus lambertiste des barricades étudiantes en 1968. Il intègre alors un groupe de trotskistes qui font un travail « entriste » dans le PCF. Il restera dans ce parti avec eux jusqu'en 1981, refusant la présence de ministres communistes au gouvernement. Suit une période où il intègre divers petits groupes révolutionnaires (la LTF, la GR, le groupe Prométhée) avant de travailler avec la Gauche communiste, courant animé par Jean-Jacques Karman à Aubervilliers.

Il est dès le départ un de ces milliers de militants à rejoindre le projet du NPA, partisan de la fondation d'une organisation élargie défendant radicalement les intérêts des exploités et des opprimés et une alternative antiproduktiviste. Il s'y engage à fond, tout en restant disponible au débat partout où se discute, s'élabore en pointillés une pensée pour l'émancipation, fraternel dans les échanges tout en restant ferme dans ses convictions, même s'il savait être caustique à l'égard du sectarisme. Il sera ainsi actif dans la revue *Carré Rouge*, « Cerises la coopérative », les activités de « Pour l'émancipation », et ces dernières années dans toutes les rencontres, les tentatives de regroupement autogestionnaires et écosocialistes.

Alors que l'idée même d'un projet émancipateur global, mobilisant des millions d'exploités et d'opprimés apparaît toujours aussi lointaine, bien que la flamme de la résistance, des combats, des alternatives existe, il pensait qu'il fallait discuter ensemble de ce que chacune et chacun d'entre nous doit remettre en cause, pour que puisse naître petit à petit un véritable projet émancipateur appuyé sur les mobilisations de celles et ceux d'en bas, fusionnant le meilleur, dans lequel toutEs s'enrichissent d'approches différentes. Dans ces débats, attentif aux autres, il intervenait avec conviction, sans verbiage, fidèle à la cause de l'émancipation... et en plus il avait de l'humour. Une bien belle personne qui nous manque.

Amitiés fraternelles à la compagnie de sa vie, Yannick, à son fils et ses amis.

Patrick Le Maol

– J'imagine que vous savez pour quoi nous vous avons convoquée, madame Leroy.

Claire Leroy, une jeune femme d'apparence frêle mais au visage énergique, faisait face aux deux policiers installés derrière leur hygiaphone. – Oui, j'ai reçu un coup de fil de Damien. Il m'a appris la mort de François...

– Et ?

– Que voulez-vous que je vous dise ? François était un garçon sympathique, mais je n'avais pas de liens particuliers avec lui. Damien et moi, nous avons passé deux ans dans la même classe, au lycée, mais François, je ne l'avais jamais rencontré avant le confinement. Donc ça m'a fait un drôle d'effet, mais ce n'est pas comme si c'était quelqu'un de ma famille.

– Mais vous voyez quelqu'un qui aurait pu lui en vouloir ?

– Ça me semble une idée absurde. Nous nous entendions tous très bien. On a dû vous dire que j'étais chargée de l'intendance et de garder les portables. Il est arrivé qu'on me demande de faire une exception. J'ai toujours refusé. Personne ne m'a fait de réflexion désagréable.

– Justement, dit le flic au crâne rasé. Quand François Vernant vous a remis son portable, le jour où il a commencé à s'enfermer dans sa chambre, il aurait évoqué une mauvaise nouvelle.

Elle secoua ses mèches blondes. – Je n'en ai aucun souvenir. François faisait partie de ceux qui utilisaient le moins leur portable.

– Et vous n'avez pas une idée des raisons qui l'ont poussé à s'isoler ? Vous n'ignorez pas qu'il a eu une aventure avec Hélène Kalinsky qui l'a ensuite laissé tomber pour Damien Jaquet. Il y avait de la jalousie entre eux, non ? Elle rit.

– Je viens de vous dire que je connais très peu François. En revanche, je connais Damien depuis le lycée. Je ne le vois vraiment pas tracter un rival. Si c'est ça votre idée, mieux vaut en chercher une autre. Peut-être que François boudait. Ça ne m'a pas particulièrement préoccupé.

– On nous a dit que toutes les filles du groupe lui tournaient autour ? Vous n'êtes pas jalouse vous-même ? Elle fixa le plus jeune des deux flics, celui qui avait posé la question, avec un sourire ironique.

– Il y a une chose qu'on ne vous a sans doute pas dite. C'est que je préfère les femmes. Donc je pouvais difficilement être jalouse de François.

Cette franchise désarçonna un instant le flic. Son aîné prit le relais.

– Alors vous étiez peut-être jalouse d'Hélène Kalinsky ?

Elle haussa les sourcils et hochait la tête en les dévisageant comme si elle avait affaire à des demeures...

– Je m'entends très bien avec Hélène depuis un bail. Il n'y a jamais rien eu de sexuel entre nous. Ce n'est pas parce que je suis lesbienne que je saute sur tout ce qui bouge. Nous avons même préparé une histoire ensemble pour le dîner. On en racontait une chacun notre tour, on a dû vous le dire. Nous avons eu droit à quelques réflexions parce qu'on a parlé du vin, contrairement à la règle qui avait été adoptée.

*

Retour au confinement

Un chat vivait heureux sous le toit d'une retraitée de La Poste. Celle-ci n'était pas riche, mais elle le nourrissait convenablement et lui laissait une grande liberté. Le félin avait la possibilité de s'échapper et de faire la conquête des chasses du quartier. Il lui arrivait aussi de se faire offrir des aliments plus raffinés par des voisins.

EPISODE 7 Les hommes qui n'aimaient pas les chats



ROMAIN ZEDER

Les ennuis de ce chat, un gros matou tigré du nom de Léon, non en hommage à Léon Trotski mais au défunt mari de la postière, commencèrent un mois après l'apparition du virus. Au cours d'une émission TV, on passa l'image d'un chat en annonçant que certains chats avaient été contaminés par le Covid. Or ce chat ressemblait beaucoup à Léon. Le chat s'en plaignit à sa patronne. Celle-ci s'informa auprès d'un avocat qui l'avait défendu bénévolement à la suite d'une grève, alors qu'elle était accusée d'avoir participé à la séquestration d'un cadavre.

– Nous pourrions invoquer une atteinte au droit à l'image de votre animal, expliqua l'avocat. Mais je crains que nous n'obtenions pas gain de cause, un chat ne pouvant être considéré ni comme une personne physique ni comme une personne morale. Elle rapporta cet entretien à Léon qui fut furieux d'apprendre qu'il n'était pas une personne physique.

L'affaire aurait pu en rester là si un second chat n'avait pas été testé positif. Il s'agissait cette fois d'un chat noir, du moins à en croire les photos qui circulaient sur les réseaux sociaux. Plusieurs chats noirs des deux sexes circulaient dans le quartier de Léon, qui avait même eu une aventure avec une chatte de cette couleur.

Des rumeurs et des fake news commencèrent à circuler sur les réseaux sociaux. « Les chats noirs propagent le virus ». « Les chats noirs sont en réalité des sorcières qui ont pris cette apparence pour nous empoisonner » et même « Les chats noirs sont infectés dans des laboratoires chinois secrets et transportés en Europe par des migrants recrutés au Moyen-Orient. » Certaines de ces fake news comprenaient des vidéos où des youtubeurs expliquaient, cartes à l'appui, le trajet effectué par les chats en question. La postière commença par rire de ces rumeurs.

– C'est incroyable ce que des gens peuvent gober, dit-elle à Léon. – Je ne trouve pas ça si drôle, répondit le félin.

Quelques jours plus tard, des habitants du quartier entamèrent une chasse aux chats noirs. Ils commencèrent par leur lancer des pierres. Léon, qui continuait à sortir prudemment, évoqua la question avec un de ses congénères, une sorte de bédard de chartreux gris foncé avec qui il faisait de fréquentes virées sur les toits.

– C'est en effet ennuyeux, dit le chartreux. Mais, après tout, ça ne concerne que les chats noirs et nous n'y pouvons rien.

Pourtant, la colère contre les chats noirs devint assez vite meurtrière. La télévision annonça que des chats avaient été lynchés dans diverses régions du pays. Certains avaient été pendus à des poteaux de signalisation et même l'un d'eux brûlé vif dans un panier métallique. Un psychanalyste médiatique expliqua docement qu'il s'agissait d'un surgissement de superstitions enfouies dans l'inconscient collectif depuis le Moyen Âge.

L'angoisse collective avait provoqué leur retour. Des vidéos du chat noir martyrisé tournèrent en boucle sur les réseaux sociaux, accompagnés parfois d'appels à exterminer ces incarnations du démon.

Les sites catholiques intégristes et les sites ésotériques consacrés à la sorcellerie se déchâinèrent. Un prêtre fanatique réussit à se faire un nom en se lançant à visage découvert dans cette croisade. Il devint l'invité vedette de Zemmour sur CNews.

La vague atteignit bientôt la petite ville de province où vivait la postière et son chat. Les rares chats noirs qui avaient réussi à échapper à cette vindicte se réfugièrent dans les bois environnants ou dans des caves abandonnées. Faute de chats noirs, les chasseurs de sorcières n'en prirent alors aux autres chats, après que le curé star eut déclaré que le mal avait pris d'autres apparences.

Bien entendu, ce phénomène suscita diverses réprobations, notamment celles d'associations de défense des animaux. La polémique ayant pris de l'ampleur, le chef de l'État déclara que ces lynchages de chat étaient fort regrettables, mais qu'il ne s'agissait après tout que d'animaux tout à fait inutiles sur le plan économique et qu'il était préférable qu'on s'en prenne aux chats plutôt qu'aux humains. Des consignes furent néanmoins données à la police pour protéger les chats, mais les flics, qui avaient déjà beaucoup à faire, non seulement pour imposer le confinement mais pour réprimer les manifestations de plus en plus nombreuses, n'en tinrent aucun compte. Leur hiérarchie ferma les yeux.

Non contents de persécuter les chats dans les rues, certains individus particulièrement vindicatifs entreprirent de perquisitionner chez les particuliers pour vérifier qu'ils ne gardaient pas des chats. C'est ainsi qu'un de ces

commandos débarqua un matin chez la postière. Fort heureusement, celle-ci, avec l'aide de son petit-fils, avait aménagé une cachette sous l'escalier. De sa planque, Léon, le poil hérissé, pouvait entendre le dialogue.

– Il n'y a aucun chat ici depuis très longtemps, je peux vous l'assurer messieurs.

– C'est bien vrai ? Moi j'ai l'impression de sentir des odeurs de chat, dit l'un des plus hargneux, un personnage en treillis militaire connu dans le quartier pour son goût pour la chasse et qui semblait jouer le rôle de chef.

– Oui, les chats, nous on les sent, renchérit en reniflant un jeune gars. T'es pas en train de nous entourlouter, mère ? On nous a dit que tu planques un chat.

– Qui vous a raconté une chose pareille ? protesta la postière. Le chef haussa les épaules.

– On n'a pas à vous le dire.

Pendant que le commando examinait les lieux, la postière réussit à pousser la caisse contenant la litère du chat sous la table de la cuisine. Heureusement, elle venait de la nettoyer, de sorte qu'elle ne dégageait aucune odeur contrairement aux allégations du gamin.

Dans son abri, Léon retenait son souffle et se calma en enfonçant ses griffes dans le parquet.

Le groupe se lassa et fit demi-tour. Avant de sortir, le chasseur tendit une carte de visite à la postière.

– Je vous laisse le mail et le numéro de téléphone du comité. Si vous apprenez qu'il y a un chat dans les parages...

Elle acquiesça, boucla la porte à double tour et alla délivrer Léon. L'hystérie anti-chats dura trois mois, puis rebomba après la fin de l'épidémie. De nombreuses voix s'élevèrent alors pour condamner plus fermement ces exactions. Un juge prit l'initiative de mettre en examen le fameux curé, mais la hiérarchie ecclésiastique le muta opportunément en Amérique latine.

On annonça la création d'un poste de secrétaire d'État à la protection des animaux. Le premier geste de celui-ci fut de faire édifier un monument au chat inconnu par un sculpteur renommé.

Un jeune et fringant collaborateur de ce ministre vint trouver la postière. Celle-ci le fit asseoir, lui offrit une tasse de thé et prit place en face de lui avec son chat sur les genoux.

– Voilà, expliqua le jeune homme, nous souhaiterions que vous participiez à l'inauguration du monument, avec votre chat bien sûr.

– Il n'en est pas question, dit poliment mais fermement la postière. N'est-ce pas Léon ?

– Pas question, approuva le chat en fixant l'aide-ministre que ce regard mit mal à l'aise. – C'est ennuyeux, chère madame, car figurez-vous qu'on ne trouve plus de chats dans le pays. Inaugurer ce monument sans même un chat dans l'assistance, ça va faire bizarre. Une petite compensation financière pourrait-elle vous faire changer d'avis ? Cette fois, la postière se départit de son ton poli et flanqua le type dehors. – Ils sont quand même sacrément gonflés ! dit-elle au chat après le départ de l'intrus.

– C'est bien mon avis, approuva le chat. **Gérad Deteil**

Culture**La glace est fine, Monsieur le président**

D'abord il y a le style. Loin du ton grave et solennel des dernières annonces, le

président est ici pleinement décontracté, en cravate et chemise mais manches retroussées, et il s'adresse à ses interlocuteurEs en visio tel un chef d'équipe, en appelant chacunE par son prénom. Les annonces du président précèdent le point presse du ministre de la Culture. Comme à son habitude, Emmanuel Macron expose tout, laissant le soin à Riestter de... répéter. Sur la forme, ces annonces sont une réponse à un groupe d'artistes « représentant » le monde artistique et culturel et font suite à deux heures d'échange (tenues secrètes) avec eux et elles.

On peut déjà s'interroger sur tous ces secrets, à commencer par l'identité de ces artistes et leur légitimité à remplacer seuls les multiples syndicats du secteur qui, depuis le début de cette crise, s'activent pour dresser un tableau au plus juste de la situation – ô combien hétérogène – et élaborer des revendications concertées.

Tout nous est présenté comme une « grande famille du théâtre », unie et partageant les mêmes intérêts. N'est interrogée que la capacité de cette famille à se relever, à « retrouver le fil perdu de la création » (Riestter). Quid des inégalités qui traversent cette famille ? Quid des rapports de classe et de domination ?

Il y a donc bien eu des annonces mais... L'année « blanche » – soit un report des fins de droits au chômage (dispositif dont le monde du



DR

spectacle est coutumier) – était une revendication forte bien qu'exprimée de diverses manières. Sur ce point, la mobilisation a payé car nous avons été entendu, même si évidemment nous attendons les décrets qui confirmeraient cette (plutôt bonne) nouvelle car notre méfiance a la peau dure. Mais de quelle année « blanche » parle-t-on ? Considérant l'incertitude de la reprise des activités avant janvier 2021 et l'étalement des fins de droits sur toute l'année 2020, c'est bien toute l'année 2021 qui doit être blanche dans un souci d'égalité !

Décembre 2021 devrait donc être la date annoncée et non pas août. Par ailleurs, nous faisant bien comprendre qu'avoir recours aux allocations chômage n'était pas souhaitable, c'est plutôt un pacte que nous propose le chef de l'État.

(« Je vais donner suffisamment confiance pour que quasiment on n'en ait pas besoin »). Par un étrange amalgame, tout le monde du spectacle est encouragé à s'investir dans les écoles et les colonies de vacances. Avec des phrases comme « J'attends beaucoup du monde culturel » et ses promesses d'embauches payées par l'État, s'imagine-t-il que nous sommes à ses ordres et que nous allons le remercier de sa générosité, voire que nous attendions fébrilement qu'il nous donne des idées ?

Théâtre = école ?

Les artistes qui interviennent dans les écoles, centres de loisir, hôpitaux, prisons, Ehpad... n'ont pas attendu Blanquer, Riestter ou Macron et le font depuis des années. Mais, dans l'hétérogénéité

de nos pratiques, il serait bien naïf et dangereux de considérer que tout le monde en aurait les compétences particulières requises, sans parler de l'envie¹. Réduire la conception du spectacle à la pédagogie ou la promotion du « vivre ensemble », non seulement nous mène à une conception utilitariste dont nous devons absolument nous méfier, mais tend à faire de nous les garantEs de l'ordre moral et culturel imposé par l'État. C'est précisément cela qu'ont récemment dénoncé les personnels de l'animation et du travail social et nous nous joignons à eux et elles. Rien n'a été dit sur les nouveaux et nouvelles entrantEs, sur les congés maternité... Et, si l'année « blanche » est une mesure d'urgence nécessaire, l'est encore plus et à plus long terme l'abrogation de la dernière réforme de l'assurance chômage, qui concerne l'ensemble des chômeurEs.

Depuis le 29 avril, à l'appel des Gilets jaunes intermittenEs chômeurEs précaires, une dynamique unitaire a été lancée, réunissant plus de 60 organisations, syndicats et collectifs. Nous restons donc mobilisés et poursuivons la construction de cette démarche unitaire.

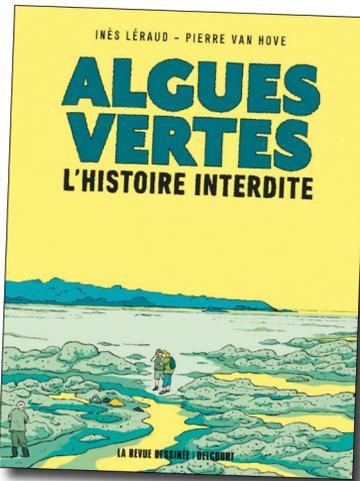
Benjamin Croizy et Samaël Steiner, régisseurs dans le spectacle vivant

1 – Au passage, rappelons au président que les travailleuses et travailleurs du spectacle ne sont pas que des artistes mais aussi des technicienEs, des personnels administratifs, des agentEs de nettoyage...

Bande dessinée**Algues vertes, l'histoire interdite, d'Inès Léraud et Pierre Van Hove**

Éditions Delcourt et La Revue dessinée, 160 pages, 19,99 euros.

Il faut absolument lire *Algues vertes, l'histoire interdite*. D'abord parce que c'est une excellente BD, construite comme un polar, avec son lot de victimes, ses héros et héroïnes visionnaires, ses fonctionnaires – et élus – corrompus, ses personnages obscurs, et sa journaliste qui cherche à faire triompher la vérité et que « l'on » cherche à faire taire... Le récit, précis et magistral, est servi par un dessin, au trait simple et explicite, qui dévie parfois doucement vers la caricature – mais là ce sont les personnages eux-mêmes qui la provoquent ! – et une mise en couleurs qui évoque étonnamment effluves et émanations, jusqu'à la nausée.

**Réquisitoire contre le productivisme agricole**

Mais il faut également lire ce livre car il est le fruit d'une enquête minutieuse et implacable que l'auteur a conduite sur le terrain, au contact des acteurEs locaux. Ici, la réalité dépasse la fiction et le livre révèle toutes les coulisses de l'histoire vraie des algues vertes. Il désigne les responsables, l'agriculture intensive, les éleveurs porcins, leurs agents et leurs commanditaires, les patrons des trusts agroalimentaires et de la distribution, les protections dont ils bénéficient, au nom des intérêts majeurs de « l'économie », du « tourisme », de la part de l'administration, du côté des préfetures, des services sanitaires, de la police, de la justice... et de certains élus, dont Le Drian, ancien président socialiste du conseil régional, actuel ministre de la Macronie ! C'est aussi l'histoire des pressions permanentes visant à faire taire les témoins, à dissimuler les preuves, allant jusqu'à la menace à l'encontre des militantEs et des journalistes. C'est un très efficace réquisitoire contre le productivisme agricole, contre le capitalisme, dirions-nous dans ces colonnes. Les planches double-page sur le lobby breton, façon « Où est Jean-Yves ? », donnent un panorama édifiant des accointances des politiques et de certains fonctionnaires avec les patrons et les tenants du productivisme pollueur !

C'est bien l'histoire d'une politique criminelle qui, du remembrement à la prolifération des sinistres ulves, en plus de détruire notre littoral, de transformer les grèves de Bretagne en sites Seveso, a conduit à la mort des animaux, chevals, chiens, ragondins, sangliers, mais aussi quelques personnes dont le plus connu est certainement Thierry Morfoisse, conducteur de camion qui travaillait à ramasser les algues vertes. C'est enfin un bel hommage aux « lanceurEs d'alerte », comme l'urgentiste Pierre Philippe, qui ont, sans relâche, fait sortir cette affaire, et aux militantEs, comme Yves Marie Le Lay et André Ollivro, bien connus du NPA breton, qui ont combattu ce système et le combattent encore. **Vincent Gibelin**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h



guerre, les parents ont été tués, les bombardements sont incessants. Amel, avec l'aide de ses grands-parents doit tenter l'exil. Tout est prêt : les papiers, les conseils, ce qu'il faudra dire et ne pas dire, ce à quoi il faudra faire très attention, de qui il faudra se méfier. De privation en humiliation, la jeune fille ne se retourne pas, ne lâche rien. À la frontière, Amel devenue Nina est séparée de la famille qui avait accuepli momentanément de l'accompagné. Désormais seule, l'adolescente fait la connaissance de Bacem, jeune soldat déserteur

musicien qui joue de l'oud. Solitaires, ils vont surmonter ensemble de nouvelles épreuves, de nouvelles frontières en se récitant des poèmes écrits par le jeune homme ou d'autres traditionnels comme le texte persan de Farid od-din Attar *le Cantique des Oiseaux*. Amel va apprendre à jouer de l'oud mais la traversée de la Méditerranée sera fatale à leur couple. Amel continue seule avec l'oud de son compagnon. Elle échappera encore à tous les pièges tendus aux jeunes filles et arrivera à Paris...

Le récit, extrêmement touchant, n'est jamais larmoyant. L'auteur, dont c'est le premier ouvrage au long cours, présente un vrai sens du découpage. Elle sait combiner textes et images, inscrit les pensées et dialogues d'Amel directement dans la chair de son dessin en évitant les bulles. Le trait est sombre, souvent dépolui mais ponctué ici ou là de couleurs vives qui tranchent. Enfin de nombreux motifs orientaux encadrent les allégories aux oiseaux et à l'oud (instrument sacré de tout l'Orient) à la manière des enluminures.

Nadia Nakhlé écrit, dessine et met en scène des projets poétiques et engagés. Elle prépare un premier long métrage d'animation. Elle signe

« Une société se juge aussi à la façon dont elle traite ses anciens et ses anciennes »

Entretien. À l'occasion de l'épidémie de coronavirus, la politique de Macron à l'égard des personnes âgées exprime brutalement son mépris de la vie de celles et ceux qui aujourd'hui ne sont plus utiles à produire du profit. À moins qu'elles puissent rapporter du cash aux groupes financiers. Un « or gris » ! **Michel Chabasse**, secrétaire général de l'Union syndicale des retraités CGT (USR-CGT) des Pyrénées-Orientales, ancien responsable de la CGT RATP et ancien maire-adjoint PCF dans une ville populaire de Seine-Saint-Denis, a accepté de répondre à nos questions.

Comment analyses-tu la gestion de l'épidémie par le gouvernement à l'égard des personnes âgées ?

Dans cette gestion de la crise sanitaire, tout est fait de volte-face pour ne pas dire pire. Intention initiale de prolonger le confinement pour les personnes âgées soi-disant pour des raisons sanitaires ; puis, devant la levée de boucliers, brutale marche arrière pour se contenter d'un vague appel à la « responsabilité individuelle ». Une prolongation que nous, syndicats, avions jugée discriminatoire.

En dégageant ses responsabilités sur la population, mais plus particulièrement sur les retraités, ces méthodes cadrent bien avec celles mises en œuvre depuis le début de son mandat. Il y a une volonté cachée de sacrifier « les vieux » présentés comme un poids pour la société.

Le confinement est souvent plus dur à supporter pour les personnes âgées, déjà généralement plus isolées socialement. Comment les protéger, elles qui paient un lourd tribut à la pandémie ?

Il y a deux situations pour les personnes âgées. Il y a celles qui vivent en Ehpad et celles qui bénéficient du maintien à domicile.

Celles qui vivent en Ehpad et qui n'ont pas reçu de visites durant une longue période, avec la perspective d'un déconfinement lointain – cela leur a apporté un grand coup au moral. Nous avons commencé à voir parmi elles des renoncements à la vie. Aujourd'hui, même si tout n'est pas parfait, des mesures ont été prises : réouverture encadrée des visites, utilisation de moyens modernes tels que WhatsApp pour les mettre en contact avec les familles. Mais ces mesures ne sont que des emplâtres sur une jambe de bois.

Quant aux personnes maintenues à domicile, la situation est des plus catastrophiques à un point tel que le nombre de décès à domicile n'est pas comptabilisé.

Les chiffres circulent, annonçant près de 9000 morts [début mai]. Pour les protéger, il faudrait qu'il y ait davantage de personnel avec le matériel nécessaire.

La pénurie de moyens est le fruit de décennies de politiques austéritaires détruisant les services publics, l'hôpital public, le système de santé, la protection sociale, etc. Mais n'est-elle pas caractéristique aussi d'une politique à l'égard des retraités et de toutes les personnes sorties ou exclues du monde du travail ?

C'est exact, c'est une politique de classe et de rentabilité financière qui est conduite. Une société se juge aussi à la façon dont elle traite ses anciens et ses anciennes. La course au profit qui est mise en œuvre dans notre pays depuis des décennies visent à



DR

marginaliser plus de 16 millions de la population.

Je pense qu'aujourd'hui de plus en plus de monde commence à le comprendre chez les retraités. Dans ce cadre, la place et le rôle du syndicalisme « retraité » est un des moyens importants de leur défense. Il aide à la prise de conscience car les retraités ont un rôle à jouer à travers ce syndicalisme qui retisse des liens et agit avec des objectifs revendicatifs et de transformation de la société. On le voit dans notre département. Non seulement on syndique à l'USR les anciens et anciennes syndiqués mais – et c'est un phénomène nouveau pour moi – on syndique des gens qui n'ont jamais été syndiqués et même des gens qui, quand ils étaient en activité, n'appartenaient

pas au salariat, mais à des professions libérales.

Que penses-tu de l'exigence d'un service public du 3^e et du 4^e âge prenant en compte aussi bien le maintien à domicile, lorsqu'il est compatible avec l'état de santé, que des foyers ou des Ehpad ?

Nous sommes pour la prise en charge de la perte d'autonomie de la naissance à la mort, et cela dans un grand service public et plus particulièrement sous l'égide d'une Sécurité sociale qui retrouve tous les moyens qui lui avaient été donnés par le Conseil national de la Résistance.

Les retraités ne sont pas que des victimes potentielles du Covid-19. Tu as commencé à en parler. Ils et elles

sont – et leur mobilisation récente contre la « réforme » des retraites l'a rappelé – des acteurs de la vie sociale et politique. Quelles sont leurs principales revendications, exigences ?

Les exigences des retraités comme leurs revendications sont intimement liées à celles des actifs, que ce soit l'augmentation du pouvoir d'achat ou la question des transports. Nous portons avec les chômeurs, les étudiantEs, les salariéEs la question de la gratuité des transports comme tout ce qui concerne la protection sociale, la santé. Nous avons des revendications d'usagerEs qui sont en soutien, voire convergentes, avec les salariéEs des services publics, des Ehpad, etc.

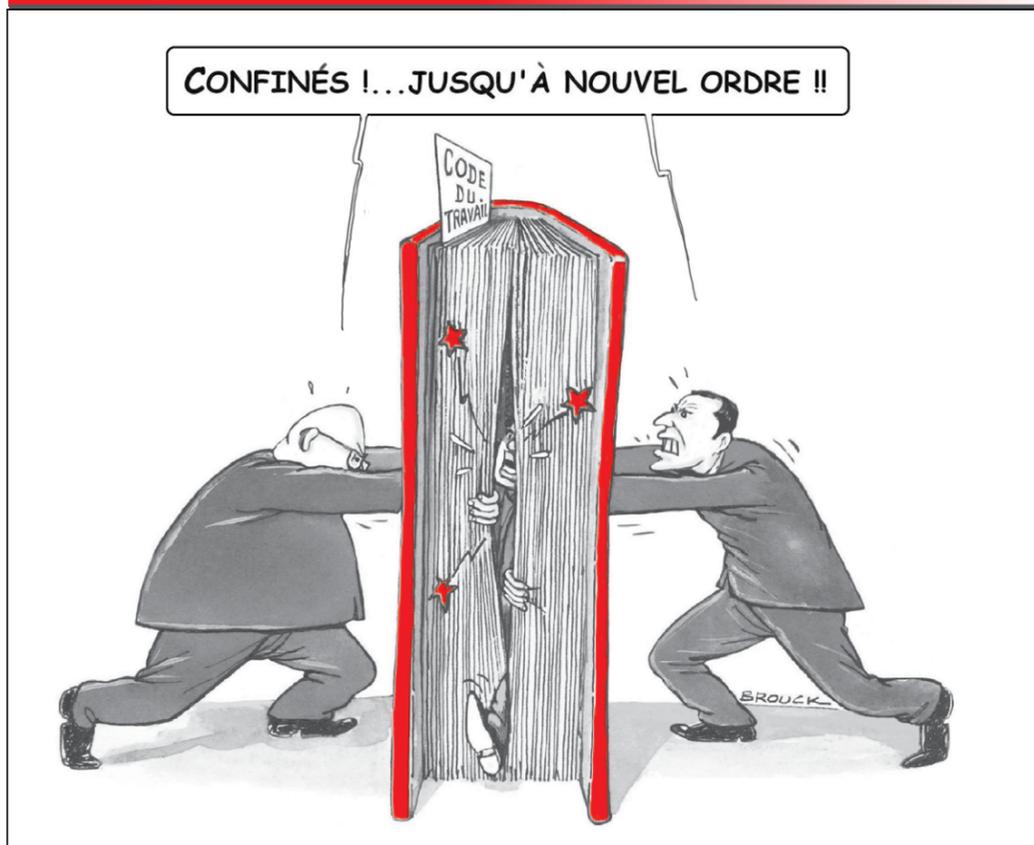
Nous portons aussi des revendications de proximité, d'aménagement de nos lieux de vie. Nous avons aussi des revendications avec des valeurs d'humanité, de liberté. Je pense à ce qui se passe en Catalogne mais aussi ce que ce gouvernement met en œuvre contre les chibanis, les immigrés retraités.

Propos recueillis par Jean Boucher



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LA FILLE DE BRIGITTE MACRON LUTTE CONTRE LA FRACTURE TERRITORIALE DANS LE 16^e.

Tiphaine Auzière suit les traces de sa mère, Brigitte Macron. Le nom de la jeune avocate figure sur l'organigramme du lycée Autrement, un établissement privé hors contrat qui ouvrira ses portes au mois de septembre dans le 16^e arrondissement de Paris. Elle assurera la présidence du conseil d'administration du lycée, aux côtés de Christophe Cadet, qui sera secrétaire général. Personnalité à la réputation controversée, celui-ci a été directeur des classes préparatoires de l'Institution catholique Saint-Jean de Douai de 1988 à 2011. Il avait pris ensuite la direction d'Intégrale, établissement privé hors contrat préparant aux concours des grandes écoles de commerce, de 2012 à 2019. [...] « Avocate spécialisée en droit du travail, Tiphaine Auzière accompagne le projet Le Lycée Autrement depuis sa création et assure la présidence de son association. Son ambition est de contribuer à réduction des inégalités sociales à l'école et à la lutte contre la fracture territoriale » indique le site internet de l'établissement.

La mission de ce nouveau lycée sera « de permettre à tous de bénéficier d'un enseignement d'excellence », et des bourses « sociales et méritocratiques » seront accordées aux familles qui en ont besoin. L'emploi du temps sera aménagé de façon à permettre aux jeunes de se consacrer, en parallèle de leurs études, à des projets personnels et collectifs. Les après-midi seront ainsi réservés à des cours d'accompagnement personnalisés, ainsi qu'à la pratique du sport et du théâtre. Par ailleurs, il est précisé sur le site de l'école que les bacheliers du lycée Autrement, pourront, s'ils en ont le niveau, intégrer par la suite la Prépa Autrement, un nouvel établissement qui prépare aux concours des grandes écoles de commerce. Pascal Gauchon, ex-directeur de Prépasup, y enseigne la géopolitique.

Et l'équipe de « Lycée Autrement » ne compte pas s'arrêter là, puisque l'ouverture d'un deuxième site sur la Côte d'Opale est également prévue pour la rentrée 2021. Un jumelage entre les deux établissements, à Paris et dans le nord de la France, devra permettre « tantôt aux élèves du site parisien de profiter d'un cadre privilégié pour des révisions au calme et au grand air, tantôt aux élèves des sites en région de profiter du programme culturel du site parisien ». « Particulièrement engagée sur le territoire des Hauts-de-France, Tiphaine Auzière pilote l'implantation de la deuxième antenne du Lycée Autrement sur la côte d'Opale », précise le site de l'établissement.

Sophie de Tarlé, « La fille de Brigitte Macron ouvre un lycée privé à Paris », le Figaro étudiant, 13 mai 2020, (<https://etudiant.lefigaro.fr/>).

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org